

Le Travail Social au service du Capital

« En quoi le travail social est-il une soupape du capitalisme ?
Comment les travailleurs sociaux se sentent-ils vis-à-vis de
cela ? »

Travail de bachelor effectué dans le cadre de la formation à la Haute Ecole de Travail Social
de Genève

Lorenzo GENHART & Nolan LANG - PT21, ES.

Sous la direction de Éric CRETZAZ.

Genève, janvier 2024

Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leurs auteurs.

Résumé

À travers ce document, nous explorons la question de savoir comment le travail social fonctionne en tant que soupape du capitalisme. Après une analyse historique et généalogique, nous ressortons que les interventions étatiques et de la classe dirigeante ont souvent servi à des fins productivistes ou pour maintenir le *statu quo*.

Les actions réellement bénéfiques proviennent souvent d'initiatives populaires telles que le socialisme et le christianisme, qui ont cherché à changer l'image stigmatisée de la pauvreté et de la marginalité.

Notre analyse théorique révèle un rapport de force historique entre ceux qui veulent contrôler la pauvreté pour des motifs productivistes et ceux qui cherchent une réelle émancipation.

En définissant le capitalisme et en examinant les dynamiques socio-économiques, nous soulignons comment le système crée des déterminismes sociaux, poussant les individus vers le besoin d'aide sociale. Les interventions étatiques actuelles sont critiquées comme palliatives et court-termistes, ne s'attaquant pas aux racines du problème.

Nous suggérons que les institutions actuelles ont été créées pour contrôler la population marginale, en dehors des structures économiques et sociales.

Selon nous, le travail social agit comme un "correcteur-pédagogue" dans le cadre d'un système économique capitaliste. Son rôle est d'intégrer les éléments marginaux dans la norme sociale, évitant une alliance prolétarienne, "nettoyant" les villes et comblant les manques à gagner.

Nous explorons ensuite les sentiments des travailleurs sociaux face à ces questions, montrant une certaine nuance selon leur position sociale. Les travailleurs sociaux de terrain nous apportent une critique des valeurs bourgeoises et questionnent leur incarnation au sein de leur pratique, constituant un début "de révolte" et de sens à leur travail. L'accent est donc mis sur leurs enjeux éthiques et la nécessité d'incarner des valeurs alternatives pour contribuer à l'émancipation réelle des différents publics.

Table des matières

Introduction.....	4
Méthodologie	5
Contexte historique	9
Antiquité :	9
Tournant au Moyen-Âge :	10
Industrialisation :	13
Conclusion du contexte historique :	17
Analyse théorique	17
Capitalisme et travail social :	17
Liens entre les bénéficiaires et le statut économique :	19
Le travail social rend-il service au bénéficiaire :	21
Travail social et productivisme :	23
Dispositifs d'intégration des marginaux :	24
Conclusion de l'analyse théorique :	27
Ressenti des acteurs du travail social.....	28
Avis sur le système économique :	29
Insertion à travers la valeur travail :	32
Conclusion de l'insertion à travers la valeur travail :	40
Enjeux éthiques concernant leur pratique :	43
Conclusion des enjeux éthiques concernant leur pratique :	57
Conclusion	61
Synthèse des résultats :	61
Apport pour le travail social :	64
Ce que ce texte nous a apporté :	65
Limites de cette réflexion :	66
Pistes d'ouvertures :	67
Liste de référence.....	68
Bibliographie & Annexes	69

Introduction

Voilà maintenant deux ans que nous avons démarré notre formation, faisant de nous, tout bientôt, des travailleurs sociaux. Cependant, une question nous taraude depuis un certain temps.

Cela fait quelque temps que nous percevons dans notre pratique, un manque de sens dans l'intervention. Elle se matérialise par la sensation d'avoir toujours l'impression de régler des problèmes superficiels et de ne jamais s'intéresser au fond des choses. Nous remarquons souvent dans nos discussions entre collègues d'études ou de travail, ou par nos propres observations que la plupart des bénéficiaires que nous côtoyons partagent le fait d'avoir baigné dans des classes socio-économiques défavorisées.

Toutes ces personnes semblent avoir été éjectées du système économique et social, et plutôt que de les réinsérer tant bien que mal, ne faudrait-il pas se concentrer sur les raisons qui causent ce rejet ?

De plus, nous remarquons un comportement complètement paradoxal de nos élites politiques et économiques. D'un côté, ils nous rabâchent sans cesse les bienfaits de la libre-entreprise, de la libre-concurrence, de la gestion d'un État comme d'une entreprise. D'un autre, ils investissent des milliards chaque année dans des politiques sociales (qui sont un "gouffre" financier, sans aucun rendement direct), qui, comme nous l'avons énoncé plus haut, ne règlent pas vraiment les problématiques des bénéficiaires. Ils semblent, de surcroît, s'en satisfaire.

Convaincus, à tort ou à raison, qu'il existe une autre raison que la simple "gaieté de cœur" qui pousse ces investissements, nous nous interrogeons sur la fonction du travailleur social dans un système capitaliste comme celui de la Suisse. Nous trouvons ce questionnement nécessaire et légitime, en tant que futurs travailleurs sociaux.

Notre intuition nous pousse à croire que le travail social dans sa fonction, permet de contrôler, d'endiguer les conséquences problématiques d'une société qui se développe dans une économie capitaliste, tout en maintenant le *statu quo* et les bénéfices (seulement réservés à certains) qui en découlent.

Voilà pourquoi, dans le cadre de ce travail de bachelor, nous avons décidé de nous pencher sur la problématique suivante : “En quoi le travail social est-il une soupape du capitalisme ? Et comment les travailleurs sociaux se sentent-ils vis-à-vis de cela ?”

Même si une partie importante de notre réflexion sera basée sur des écrits théoriques servant à décortiquer le paradoxe avancé ci-dessus. Nous sommes conscients que le travail social a besoin, dans sa nature, d’une confrontation avec la pratique de terrain. C’est pour cela que nous trouvons important de nous entretenir avec différents acteurs du social autour de ces questions. Le but étant de comprendre quel est le sens pour eux du travail social et comment ils le mettent en pratique tous les jours.

Méthodologie

Pour ce qui est de la méthodologie adoptée afin de réaliser cette recherche, celle-ci s’est organisée sur plusieurs points.

Tout d’abord, nous trouvons important de souligner que ce document a été rédigé au masculin générique. Cette décision a été prise afin de simplifier sa lecture et en aucun cas par mépris des questions inclusives vis-à-vis du genre féminin. Aussi, bien que nous sommes conscient des mécanismes qui exploitent les femmes et les invisibilisent au quotidien, et que nous les combattons, nous pensons que l’écriture épiciène n’est pas d’une grande utilité pour inverser cette tendance (cf. le fait que les femmes des pays anglophones et germanophones subissent exactement les mêmes injustices que les femmes francophone alors que que celles-ci possèdent des pronoms neutres, constitue un argument qui vas dans le sens de notre décision.).

Ensuite, nous avons trouvé important de déposer quelques éléments de contexte. Pour ce faire, nous avons eu la volonté d’effectuer une généalogie de l’histoire du travail social ainsi que d’une légère présentation du système économique capitaliste. C’est pourquoi nous nous sommes plongés dans une pluralité de sources afin de pouvoir élargir nos clefs d’analyse concernant notre problématique. Cela nous a permis d’en ressortir les éléments que nous voulions traiter, afin de comprendre comment s’intègre les métiers du social au sien la société actuelle.

Ces différentes sources et documentations nous ont permis de nous questionner vis-à-vis des corrélations supposément présentes entre le travail social et le système économique capitaliste. Nous nous sommes vite rendu compte que le sujet de notre travail est des plus vaste et d'une complexité colossale. Nous avons donc cherché à travers ces apports, une façon de recentrer le sens de notre travail afin d'y apporter une analyse claire en veillant à ne pas surévaluer nos compétences respectives.

Ensuite, nous avons cherché à rencontrer différents acteurs du système social dans son ensemble, afin de les questionner sur les thématiques que nous voulions traiter. Il s'agissait de parvenir à apporter de la matière concernant la résolution de notre problématique, à travers leurs expériences personnelles.

Nous avons donc contacté ces différents acteurs par voie électronique, à l'aide de nos réseaux respectifs, afin de leur soumettre notre proposition de participation à notre étude. Ce premier contact était composé d'une légère présentation de nous-mêmes ainsi que de notre problématique. Nous tenions à être transparents quant aux objectifs de ces rencontres, nous avons donc précisé que, bien que cette problématique semble orientée, nous ne voulions pas produire un « plaidoyer politique ». Nous avons été honnête avec les participants, en leur annonçant, dans les grandes lignes, avec quels axes allait être traitée la question. Nous leur avons proposé de recevoir le questionnaire (fil rouge) en avance, aucuns n'ont trouvé cela nécessaire. Nous avons volontairement soumis un questionnaire avec des questions très larges et peu orientées pour que l'interlocuteur se sentent libre d'étayer sa pensée, base sur laquelle nous nous sommes permis de rebondir, en entretien, pour creuser un peu leurs idées. Nous nous sommes engagés à nous concentrer uniquement sur des éléments factuels, en garantissant qu'aucun de leurs dires ne sera modifié. Évidemment, leur anonymat a été garanti.

Nous souhaitons élaborer un recueil de témoignages différenciés, c'est pourquoi nous avons décidé de rencontrer des praticiens de terrains, afin de nous offrir un regard traitant directement de la pratique du travail social. Mais également des acteurs contributifs à l'organisation et la gestion de différentes structures liées au domaine du social, afin de nous offrir un regard plus directif concernant le fonctionnement de celles-ci. Nous avons aussi cherché à rencontrer des acteurs du gouvernement genevois, mais cela n'a finalement pas été possible suite à l'annulation de notre entretien avec un membre du Conseil d'État, qui n'a malheureusement pas pu être remédié par faute de temps.

Dans le but de garantir l'anonymat des personnes interviewées, nous leur avons attribué un nom d'emprunt tout du long de notre rédaction. Ajoutés à cela, leurs institutions ou cadres de travail respectifs seront décrits en veillant à ne pas être nommés.

Afin de réaliser nos entretiens, nous avons décidé d'appliquer un modèle d'entretien semi-directif, qui consiste à proposer des thématiques générales appuyées par des interrogations larges et non spécifiques. Laissant place à une grande spontanéité d'échange. Cela nous a permis d'élargir nos discussions afin de récupérer un maximum de contenu à analyser.

Ces entretiens n'avaient pas de durée déterminée, cela s'est agencé en fonction de la disponibilité des personnes interviewées. La durée minimum de nos entretiens a été de 90 minutes. Certains ont pu s'étendre à une durée de 150 minutes, ce qui constitue en moyenne des échanges de 120 minutes, soit environ deux heures pour chacun des entretiens.

Pour finir, maintenant que ces détails ont été déposés, nous vous proposons de passer à la présentation des acteurs participant à notre recherche :

- **Isaïa**

- Travailleuse sociale diplômée HES : actuellement employée communale pour une commune en périphérie genevoise, mandat de médiation de conflit et de veille sociale de rue.
- Active dans de nombreuses associations notamment auprès de public souffrant de grande précarité.
- Également membre d'un parti politique classé de gauche radical sur l'échelle politique.

- **Boris**

- Travailleur social diplômé HES : actuellement sans emploi, suite à sa démission dans une fondation d'accompagnement individualisé dans les projets de formation spécialisée, d'emploi adapté et de vie (essentiellement dans le domaine du handicap adulte).
- Également adhérent d'un parti politique classé de gauche radicale sur l'échelle politique.

- **Estelle**

- Travailleuse sociale diplômée HES et enseignante vacataire à la HETS : actuellement intervenante à domicile pour une fondation d'accompagnement

individualisé dans les projets de formation spécialisée, d'emploi adapté et de vie (essentiellement dans le domaine des difficultés psychique).

- **M. Dubois**

- Haut-placé dans la direction d'une importante fondation genevoise. Diplômé de la faculté des sciences-politiques, et titulaire d'un master en management public.

- **M. Meyer**

- Haut-placé dans la direction d'une importante fondation genevoise . Diplômé d'une faculté en finance et gestion d'entreprise.

Concernant l'élaboration de notre grille d'analyse. Nous avons une vague idée de la forme qu'elle prendrait au moment où nous avons écrit les questions, notamment sur les questions éthiques qu'impose une pratique du travail social. Cependant, nous avons dû nous adapter au fait que la forme de nos entretiens avec les trois professionnels de terrain était beaucoup moins formel qu'avec les deux cadres de la direction. Ce qui a donné des entretiens beaucoup plus « décousus » qui s'axait plus autour de « discussions autour de thématiques » qu'un « question-réponse » classique. La grille d'entretien que vous verrez en annexe a surtout été respectée sur les deux entretiens avec les cadres.

Aussi, nous ne pensions pas avoir des échanges aussi riches sur la valeur travail, c'est pourquoi nous avons adapté notre grille à ces données. Nous avons donc axé notre analyse sur les points cités ci-dessus, aussi, sur leur avis vis-à-vis du système économique, etc (plus de précision sur la grille en annexe). Le but étant d'avoir leur avis général sur le travail social, dans un premier temps. Ensuite, d'établir quels sont les problématiques auxquels ils sont confrontés tous les jours, quelles en sont les causes, les conséquences et quelle est la meilleure manière d'y remédier. Nous avons aussi la volonté de comprendre quelles étaient leurs motivations, quelle « fable » se racontaient-ils le matin avant d'aller travailler.

Contexte historique

Antiquité :

Afin de répondre aux questions que nous nous sommes posées, il est important de faire un rappel historique du travail social. Ceci pour comprendre quelles sont ses évolutions à travers le temps. Pour éviter tout anachronisme, sera nommé « travail social » tout ce qui est en lien avec la pratique d'aide aux plus démunis, aux marginaux, qu'elle soit financière, ou en nature telle qu'elle a été faite durant de nombreux siècles, avant de prendre de nouvelles formes comme on peut le voir actuellement. Nous sommes bien conscients que le travail social comme nous le concevons aujourd'hui, a été théorisé bien plus tard, mais par souci de compréhension générale, nous nous autorisons cet « abus » de langage.

Nous n'allons, malheureusement, pas pouvoir faire une généalogie des pratiques du travail social sur l'entièreté du globe, par volonté de précision. Car au gré des changements politiques et de valeurs, il est déjà assez ardu de retracer une histoire complète de chaque pays. Nous nous concentrerons sur le paysage européen, car il a l'avantage d'avoir des dynamiques plutôt similaires, et c'est ce qui nous intéresse pour le traitement de cette question.

Il est complexe de comprendre qu'elle était la figure du pauvre (*aporos*) ou du mendiant (*ptôchos*) à l'époque antique. Selon Gabois et Rougier-Blanc (2014), le mendiant avait une double casquette, autant marginal par ce qu'il représentait (vieillesse, maigreur et saleté, loin de l'idéal grec), mais autant familier par sa présence constante autour des lieux de cultes par exemple. Autant à l'époque grecque que romaine, du statut de citoyen découlait des privilèges financiers et sociaux, et une vision spécifique de la hiérarchie humaine notamment dans la perception de l'esclave et du marginal, qui était très négative. Il est donc peu probable que des actions d'aides aux plus démunis aient été mises en place, à part, justement, possiblement autour des lieux de cultes, dans une dynamique d'offrande ou de superstition.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'à part pour certains courants philosophiques (notamment le cynisme), le pauvre et le mendiant étaient rattachés à des valeurs négatives (ce qui est beau est bon).

Avec l'avènement du christianisme sur le continent européen, la donne change. C'est un nouveau courant idéologique qui se répand, avec une vision différente des rapports socio-

économiques. Jésus, était un pauvre, qui rejetait les plaisirs stériles de possession de ce bas monde, se concentrant sur sa grandeur d'âme, ce qui transforme complètement le regard sur la pauvreté.

Ainsi, voulant balayer les anciens systèmes de pensée, le chrétien se devait de défendre le pauvre et le marginal, comme en témoignent certains passages de *la Sainte Bible* (La société biblique de Genève). (2007) dont voici quelques exemples :

“ Jésus lui répondit : si tu veux être parfait, va vendre tes biens, distribue le produit de la vente aux pauvres, et tu auras un trésor dans le ciel. Puis viens et suis-moi !” Matthieu 19:21

“ Il leur répondit : si quelqu'un a deux chemises, qu'il en donne une à celui qui n'en a pas. Si quelqu'un a de quoi manger, qu'il partage avec celui qui n'a rien. ”

Luc 3:11

“ ...Jésus dit à ses disciples: je vous le dis en vérité, un riche entrera difficilement dans le royaume des cieux. Je vous le dis encore, il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu. Les disciples, ayant entendu cela, furent très étonnés, et dirent: Qui peut donc être sauvé?... ”

Matthieu 19:23-25

Concrètement, Jésus pouvant se cacher derrière chaque mendiant, le chrétien se devait d'offrir le gîte et la nourriture à qui le demandait s'il le pouvait. Sans trop rentrer dans les détails, jusqu'au XIV^{ème} siècle environ, la pauvreté était donc gérée par les églises et la communauté en général.

Tournant au Moyen-Âge :

Dans le livre *”Histoire du travail social en Europe”*, dirigé par E. Jovelin (2009), Bertrand Oberson affirme qu'un tournant s'opère en Europe au XIV^{ème} siècle. À cause de nombreux conflits armés (notamment la guerre de Cent Ans), de périodes de disettes et des conséquences de la peste noire, la main-d'œuvre valide commence à manquer ce qui cause une forte période de paupérisation générale. Les propriétaires fonciers se plaignent des demandes d'augmentation de salaire des travailleurs agricoles et les prix augmentent drastiquement. C'est ainsi que pour pallier cela, le Roi d'Angleterre Edouard III interdit en

1349 l'aumône, pour les vagabonds valides afin de les remettre en route, les oisifs étant fortement réprimandés. Il passe aussi un accord avec les propriétaires fonciers pour maintenir des prix alimentaires convenables, en échange, les salaires des travailleurs baissent, comme avant la peste.

Selon Castel (1995), cet acte représente la naissance du social, car pour la première fois un État traite de la question sociale du vagabondage pour maintenir l'ordre féodal. Comme on peut le voir, de cet acte ne découle aucune forme de pitié ou d'empathie, il s'agit simplement d'une intervention de l'ordre dirigeant pour éviter d'ébranler le *statu quo*. On remarque à la suite de cela, que la vision du vagabond, du pauvre change. Il passe d'une figure plutôt positive au Moyen-Âge à un oisif, seul responsable de sa condition. On y perçoit une sorte de rupture historique, les grandes villes européennes s'enlisant toutes dans des volontés de

« Policer » leurs espaces en enfermant, chassant les pauvres et les marginaux. De là démarre donc une multitude de classifications idéologiques entre un bon et un mauvais pauvre, en lien avec la gestion « étatique » de ces problématiques sociales. Le bon pauvre, honnête travailleur devenu indigent par la maladie ou la vieillesse, donc méritant la compassion et le mauvais pauvre, coupable de sa fainéantise, méritant le mépris. De cette dynamique va naître diverses « proto-institutions » qui auront pour but de traiter la question des marginaux.

La Suisse de l'époque moderne est donc jonchée de décisions politiques allant dans ce sens bien précis. Bertrand Oberson dans *« Histoire du travail social en Europe »*, dirigé par E. Jovelin (2009), affirme qu' *« en 1504, dans le canton de Fribourg, « l'assemblée des soixante défendit au recteur de donner l'aumône aux mendiants étrangers qui paraissaient assez vigoureux pour travailler ». (...) Dès le début du XVI^{ème} siècle, on exigeait des mendiants la production de lettres d'autorisation ou même le port d'un insigne : ours de plomb à Berne, écusson de métal à Zurich, croix d'étoffe noire et blanche à Fribourg. L'insigne était exigé à tous ceux et toutes celles qui réclamaient et méritaient assistance. »* (p.92). On y trouve aussi les premiers répertoires de mendiants dans les villes, qui devaient être classifiés pour éviter de devoir donner trop de vivres à ceux qui n'en avaient pas besoin ou aux mendiants étrangers.

En 1550, à Fribourg, on y créa un corps de police appelé les « chasses-gueux », ayant pour but de pousser les mendiants étrangers (étranger dans ce contexte signifie une personne n'étant pas du même canton, voire de la même commune) hors des villes. Cela fait suite à

l'obligation pour chaque ville de devoir gérer ses pauvres, ce sont les prémices de l'assistance sociale. Les États étaient donc obligés de percevoir des "impôts" pour endiguer la vague de pauvreté, en plus des fonds caritatifs et ecclésiastiques.

Toujours selon Bertrand Oberson dans *"Histoire du travail social en Europe"*, dirigé par E. Jovelin (2009), il est intéressant de notifier qu'à cette même époque la plupart des cantons décidèrent que "tous les mendiants valides seraient réunis dans un local à l'hôpital, qu'ils seraient employés à filer, à dévider le lin et la laine ou à d'autres ouvrages ; et de cette manière, ils gagneraient leur nourriture journalière et pourraient se former aux besognes de domestiques ou de servantes. Cette prise en charge donna naissance à l'assistance par le travail"(p.93)

En France, le 27 avril 1656, Louis XIV scellait l'édit confirmant la création de l'Hôpital général, une institution vouée à l'assistance des pauvres. Dans les faits, son but est de supprimer la pauvreté de Paris et ses faubourgs. Ainsi, on y enferme tous les marginaux : pauvres valides et invalides, fous, orphelins, prostituées, criminels, etc. Cette institution servait à traiter tous les anormaux de Paris avec une forte répression, ayant un droit total sur ces personnes. C'est ce que Foucault (1976), appela l'époque du "grand renfermement", ensemble des dynamiques du traitement des marginaux et donc, du contrôle social.

De même pour les Pays-Bas qui, en 1596, à Amsterdam, créèrent les « Rasphuis », des prisons pour jeunes hommes marginaux et criminels (Spinhuis pour les jeunes femmes). Officiellement, cette institution avait pour but de réhabiliter ces jeunes en leur donnant le goût du travail bien fait. Dans les faits, il s'agissait plus d'une volonté de prendre ces éléments perturbateurs et de les forcer à devenir productifs. Ainsi, Amsterdam devint un gros producteur de "bois Brésilien", grâce à ces travailleurs sous-payés.

Pour conclure sur l'époque moderne, on peut y voir les premiers changements sur la vision de la pauvreté et de la marginalité. La faisant passer de choix positif visant à se rapprocher de Dieu, au simple fait d'être un fainéant, un raté. L'on perçoit aussi la création de « proto-institutions » bien loin dans les faits de ce que nous avons aujourd'hui, mais qui méritent que l'on se penche dessus, pour comprendre d'où nous venons. On peut noter que malgré la volonté du pouvoir de gérer ces problématiques, toutes les actions de charité étaient quand même gérées par l'Église la plupart du temps. Nous étions bien loin des idéaux actuels d'inclusion, et le but de ces actions était clairement « d'hygiéniser » la ville. Il n'empêche

que, dans les faits, cela n'a absolument pas endigué la pauvreté, mais elle avait au moins le mérite d'être bien répartie entre les villes et les campagnes, ce qui changera à la suite de l'exode rurale causée par l'industrialisation.

Industrialisation :

L'industrialisation fût la base de nombreux changements sociaux, il est complexe de réussir à tout démêler tant il y eut d'événements significatifs. Mais pour comprendre le social d'aujourd'hui, nous n'avons pas le choix que de nous plonger complètement dans cette époque. Nous n'allons pas nous attarder sur l'aspect technique de cette "révolution", car elle a été maintes et maintes fois décortiquée et analysée, nous allons uniquement nous pencher sur les phénomènes sociaux qu'elle a engendrés.

Premièrement, la mise en place d'une nouvelle classe au pouvoir, la bourgeoisie, a complètement changé le système idéologique en vigueur en Europe occidentale. Ainsi, le travail, qui était pour l'aristocratie une chose dégradante, se retrouve au pinacle des valeurs humaines avec les bourgeois. Le travail acharné est vecteur d'accomplissement social et de liberté individuelle, il est donc aisé d'imaginer le sort qui était réservé à ceux que l'on considérait comme des fainéants.

Deuxièmement, les modes de production ayant complètement changé, l'artisanat du monde féodal et moderne est complètement remplacé par l'usine, qui engendre une concentration ahurissante des capitaux dans les villes ce qui attire les travailleurs. On assiste ainsi à un exode rural, où tout le monde s'agglutine dans les villes, pensant y vivre plus décemment que dans les campagnes pauvres. On peut aussi préciser que l'industrialisation a amené une forte poussée démographique, notamment en raison de la diminution de la mortalité infantile et de l'augmentation de l'espérance de vie. Par conséquent, l'on trouve une concentration grandissante de la pauvreté dans les grandes cités d'Europe occidentale.

Ensuite, l'apparition des États-nations, des droits de l'homme et de la lente agonie du christianisme à cause de la laïcisation des États occidentaux font que désormais vu que tout homme jouit de droits civiques, il en incombe à l'État de les maintenir. S'opère donc un changement de responsabilité, ce n'est plus à l'Église de s'occuper de ses pauvres, ses marginaux et ses mendiants, mais aux pouvoirs publics.

Ces trois changements drastiques, socio-économiques, font que le XIX^{ème} siècle est un siècle explosif. L'écart des richesses n'a jamais été aussi grand, la pauvreté s'enlise dans des cités grouillantes d'ouvriers, faisant des journées de travail toujours plus longues et fatigantes. Les réponses des États face à cela sont minimales et la prison ou l'asile semble être les seules structures luttant contre ces problématiques. C'est dans ce contexte que se développeront des pensées sociales, si déterminantes au siècle d'après.

Si l'on peut trouver des ouvrages traitant des questions sociales avant l'industrialisation, comme ceux de Rousseau, Voltaire, Montaigne ou La Boétie, c'est pendant et après celle-ci que l'on voit naître des auteurs qui traitent avec une grande précision les problématiques de classes. Proudhon, Bakounine, Marx, Engels et Kropotkine (pour ne citer qu'eux) profitèrent du climat brûlant pour y insuffler des idéaux nouveaux aux peuples. C'est donc la première fois qu'à une échelle aussi large, la population se rend compte que la débâcle économique personnelle n'était pas liée à des valeurs trop ingrates. C'était le système économique entier qui était l'unique cause de la pauvreté, le capitalisme.

Au-delà des écrits socialistes, une autre branche idéologique s'est grandement illustrée à cette époque face aux problématiques liées à la pauvreté. En effet, quelques individus d'obédience chrétienne ont fortement œuvré pour le bien des pauvres à cette époque, en critiquant largement le système capitaliste. Nous pensons notamment au Pape Léon XIII (1891), qui dénonce fortement les inégalités du système capitaliste et souhaite œuvrer en faveur des pauvres : *“Quoi qu'il en soit, nous sommes persuadés, et tout le monde en convient, qu'il faut, par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritées.”*. Nous pouvons aussi citer Benjamin Seebohm Rowntree, un des premiers grands chercheurs sur la pauvreté. Ces deux personnages, moins radicaux que ceux cités précédemment, ont clairement œuvré à la mise en place plus tardive de ce que nous appelons “Etat-providence”. Ils sont aussi, comme les autres, redorés l'image du pauvre dans l'imaginaire commun.

Le XIX^{ème} est donc un siècle de révolte populaire, on peut citer le printemps des peuples de 1848, ou la commune de Paris en 1871. Ce qui nous intéresse, au-delà, de tous les changements sociaux, c'est cet incessant bras de fer entre bourgeoisie et prolétariat, qui durera, selon nous, jusqu'à nos jours (bien moins intensément qu'avant, nous en convenons). Cependant, il est clair pour nous qu'il est toujours d'actualité, et qui est au centre du travail social actuel.

De ce bras de fer découlent deux dynamiques : la première, c'est le nombre de concessions qu'ont dû faire les classes dominantes face à la pression du prolétariat. Pour la Suisse, cela se manifeste par exemple par les premiers décrets contre le travail infantile. *“En 1779, Zurich édicte une ordonnance sur la protection de l'enfance ouvrière. Il s'agit de la première intervention étatique connue sur ce sujet. En 1815, cette ordonnance est suivie d'un texte législatif interdisant le travail dans les fabriques aux enfants de moins de dix ans et fixant la durée maximale de travail entre 12 et 14 heures par jour”*(Gilland & Rossini, 1997, p.16).

En 1877, est votée la loi fédérale sur les fabriques qui *“limite la journée de travail normale à onze heures, interdit le travail de nuit et du dimanche ainsi que l'engagement d'enfants de moins de 14 ans et de femmes durant les quelques semaines qui précèdent et qui suivent un accouchement. Les employeurs sont obligés de se conformer aux prescriptions et sont tenus pour responsables en cas d'accident. La loi instaure également le recours à des inspecteurs pour contrôler le respect des dispositions. Elle ne s'applique toutefois qu'aux fabriques et non aux nombreuses petites entreprises artisanales ni aux exploitations agricoles.”* (Siegenthaler, 1997). Sans compter les aides plus tardives qui ont été arrachées comme les écoles gratuites, le chômage, l'hospice, les retraites ou l'assurance invalidité. Il est important de comprendre pour la suite, que toutes ces avancées sociales ne viennent en aucun cas d'une volonté empathique de la part des chefs d'État ou des chefs d'entreprises, mais de l'obligation, pour maintenir le *statu quo*, de faire des concessions aux travailleurs. Nous pourrions citer encore une fois Benjamin Seebhom Rowntree, comme contre-exemple à ce que nous venons d'avancer, car il était un chef d'usine et a beaucoup oeuvré pour les pauvres. Nous faisons naturellement une concession, et nous nous accordons sur le fait qu'il y a certainement d'autres chefs d'État ou d'usine qui a un jour positivement influencé la vie des ouvriers, ou des marginaux. Cependant, cela concerne une extrême minorité, et nous précisons encore ici que nous nous concentrons surtout sur des dynamiques sociales.

Lorsque nous continuons à nous plonger dans *“Histoire du travail social en Europe”*, dirigé par E. Jovelin (2009), la naissance de l'éducation sociale, selon Bertrand Oberson, relève plus du contrôle social des possibles éléments perturbateurs que de la volonté empathique d'offrir à des personnes issues des basses classes un avenir meilleur. *“L'éducation correctionnelle appliquée en Suisse dès les années 1800 est devenue une référence constante pour la philanthropie. Ainsi, lors de nombreux congrès internationaux, le système d'éducation par groupes restreints d'une douzaine d'enfants dirigés par des sous-maîtres est mis en avant. On*

retrouvera par la suite ce modèle dans toute l'Europe. "Surveillance, instruction, régénération seront les leitmotifs du discours philanthropique pendant tout le XIXe siècle. C'est à ce triple objectif que répondent les asiles, premiers établissements pour l'enfance moralement abandonnés créés par les philanthropes.". Ces établissements, appelés "asile" ou "école rurale", résultent directement de l'initiative privée. Tous s'insèrent, d'une manière ou d'une autre, dans le champ de l'assistance aux enfants abandonnés. Alors que l'hôpital mélange des catégories d'assistés et de malades, que la prison assemble les enfants et les adultes, que l'orphelinat réunit indistinctement des enfants nécessiteux dans leurs diverses dispositions au mal, ces nouvelles institutions sociales du XIXe siècle introduisent des lignes de démarcation, des barrières symboliques (les catégories d'enfants) et réelles (les institutions distinctes) contre le mal (mauvaises influences, milieux déshérités, hérédité sociale). Les philanthropes renversent la légitimation des actes de charité : auparavant, la charité permettait "d'acheter sa place au paradis"; elle doit, dès le XIXe siècle, devenir immédiatement rentable. La charité devient alors un investissement. Ici se joue la grande modification de la conception de l'assistance sur laquelle l'éducation correctionnelle a pu se développer. Il n'était plus question d'une aumône fondée sur la pitié. Face à l'augmentation du paupérisme et au risque de révolte de ce peuple venant d'accéder à la démocratie, il devint urgent d'intervenir. Le contrôle des plus démunis se transforme en une nécessité. Dès lors, la bienfaisance releva d'un triste calcul : non plus obole pour un salut de l'âme, mais investissement immédiat dans une infrastructure éducative qui assurera demain l'économie d'un coût social et financier en évitant l'augmentation du paupérisme, la révolte des pauvres par l'insurrection politique ou le crime individuel. L'éducation correctionnelle dépassa la simple notion de contrôle des démunis. L'action correctrice des "asiles" et des "écoles rurales" devait créer un réservoir de gens de service dans lequel les classes dominantes trouvaient une domesticité qui leur était nécessaire et, de surcroît, formée dans et pour la soumission. "L'asile et l'école rurale comme infrastructures éducatives devaient assurer à court terme le contrôle des populations "à risque" (orphelins, abandonnés, déjà même vicieux); à moyen terme une force de travail permettant d'amortir le coût de l'entreprise; et à long terme, pour le marché du travail, une réserve d'agriculteurs, de domestiques, de servantes, de bonnes d'enfants, voire d'ouvriers tous civilisés"" (p. 98-99). Nous avons volontairement cité ce passage assez conséquent, car les mots de Bertrand Oberson sont criants de sens, et nous ne voulions pas dénaturer ses propos.

Nous pourrions continuer à dérouler notre contexte historique jusqu'à nos jours, car, les deux guerres mondiales, les révolutions communistes, la guerre froide et l'avènement en Europe des États-providence ont insufflé beaucoup de changement dans le travail social. Mais les dynamiques et leurs origines, que nous avons exposées, restent inchangées jusqu'à nos jours, selon nous. De ce fait, nous ne préférons pas alourdir la partie historique de ce travail, même si des événements historiques du XXe et XXIe siècle vont être cités dans notre chapitre sur l'analyse de notre problématique.

Conclusion du contexte historique :

Ce que nous avons constaté historiquement, c'est que la plupart des interventions de l'État ou de la classe dirigeante, avant la formation des nations telles que nous les connaissons aujourd'hui, ont toujours eu pour objectif commun de répondre à des besoins productivistes ou de maintenir le statu quo. À travers le temps, cela s'est accompagné d'un travail continu de "désinformation" sur les causes de la pauvreté et de la marginalité, utilisé pour justifier les actions mentionnées précédemment. Selon nos observations et celles des intellectuels que nous avons consultés, les ancêtres de nos institutions actuelles semblaient avoir été créés principalement pour encadrer et contrôler la population en marge des structures économiques et sociales établies.

Nous avons également souligné que, selon nous, les initiatives véritablement bénéfiques pour cette population, voire pour la société dans son ensemble, provenaient souvent de la base. Le socialisme et le christianisme ont ainsi œuvré à redorer l'image dégradée de la pauvreté et de la marginalité, tout en mettant en place des actions et des institutions qui ont réellement contribué à l'émancipation de certaines personnes.

Analyse théorique

Capitalisme et travail social :

Avant de rentrer dans le centre de notre thèse, il est obligatoire pour nous de définir ce que nous considérons comme "économie capitaliste", pour éviter certains écueils et incompréhensions.

Le capitalisme est un système économique et social caractérisé par la propriété privée des moyens de production, tels que les entreprises et les ressources naturelles. Voici quelques éléments clés du capitalisme :

- Propriété privée : Les individus ou les entreprises privées ont le droit de posséder des biens, des capitaux et des moyens de production. Cela signifie que les ressources et les entreprises appartiennent à des propriétaires privés plutôt qu'à l'État.
- Liberté d'entreprise : Les individus ont le droit de créer et de gérer leurs propres entreprises. Le marché est généralement libre, ce qui signifie que les entreprises peuvent entrer en concurrence les unes avec les autres sans trop d'ingérence gouvernementale.
- Libre concurrence : Les marchés sont généralement régis par la concurrence, où plusieurs entreprises offrent des biens ou des services similaires. Cette concurrence est censée stimuler l'efficacité et l'innovation.
- Prix déterminés par le marché : Les prix des biens et des services sont généralement déterminés par l'offre et la demande sur le marché. L'idée est que les prix reflètent la valeur perçue des biens et encouragent l'efficacité économique.
- Profit comme incitation : Les entreprises opèrent avec l'objectif de réaliser des bénéfices. Le profit est considéré comme une incitation à l'innovation, à l'efficacité et à la croissance économique.
- Rôle limité du gouvernement : Dans un système capitaliste, le rôle du gouvernement est généralement limité à la protection des droits de propriété, à l'application des contrats et à la garantie du bon fonctionnement du marché. Cependant, les approches spécifiques varient fortement d'un pays à l'autre.

Il est important de noter que le capitalisme peut prendre différentes formes, allant du capitalisme libéral au capitalisme d'État, où l'État peut jouer un rôle plus important dans la régulation économique. Les débats sur les avantages et les inconvénients du capitalisme persistent, portant sur des questions telles que la distribution des richesses, l'inégalité sociale, et l'impact environnemental. Vis-à-vis des formes que prend le capitalisme, nous analyserons ces aspects plus tard lorsque nous présenterons les différents pays qui ont été utilisés pour tester nos thèses.

La base de nos questionnements vient de ce paradoxe entre les fondements sur lesquels se base le système capitaliste et son application dans les faits. Chez les plus libéraux et

néolibéraux, il est toujours dit que le système étatique est un frein à la croissance et à l'innovation, et les plus extrêmes d'entre eux sont pour sa dissolution, ne respectant comme lois uniquement celle du marché. Et dans les faits les politiques publiques et économiques des années 80 jusqu'à aujourd'hui ont souvent été dictées par ces mêmes extrémistes (cf. Thatcher ou Reagan, pour les plus importants). Cependant, l'État est toujours présent, et en plus, dans le cas de la Suisse par exemple, qui est ouvertement libérale, des milliards sont injectés dans le social. Étant convaincus que ces "injections" ne sont pas faites par gaieté de coeur, nous questionnons donc la fonction que nous avons, nous, professionnels du social, dans les desseins politiques de notre État.

Liens entre les bénéficiaires et le statut économique :

Cette longue épopée à travers le temps sur la thématique de la pauvreté, "des anormaux et des vagabonds", n'a pas été faite juste par plaisir historique. Si nous avons décidé de questionner l'origine des outils de contrôle de la pauvreté, c'est, car nous avons la conviction que les populations avec lesquelles nous avons été et sommes en contact dans notre pratique ont quasiment toutes le même dénominateur commun, elles viennent de milieux socio-économiques défavorisés. Bien sûr, quelques domaines échappent aux questions de classe, mais lorsque l'on touche à la toxicomanie, au handicap, aux troubles psy, à la jeunesse en rupture, la précarité ou à l'assistanat social, qui sont un grand pan du travail social, nous sommes souvent confrontés à ces questions-là. Pour appuyer notre propos voici trois études qui émettent l'hypothèse que la toxicomanie, la rupture juvénile et les troubles psy sont liés en partie à des problèmes socio-économiques. Pour ce qui est de la toxicomanie, selon cette statistique de l'Insee : *"Au sein des 18-25 ans, à âge et sexe donnés, les différences entre les actifs occupés, les étudiants et les chômeurs sont faibles (figure 8). Relativement aux actifs occupés, les étudiants se montrent moins consommateurs d'alcool et de tabac, mais déclarent un peu plus souvent avoir fumé du cannabis au cours des douze derniers mois ; les chômeurs de leur côté se montrent moins portés sur la consommation d'alcool, mais fument autant de tabac que les actifs, et surtout, consomment plus souvent des médicaments psychotropes. Sur cette tranche d'âge, l'activité professionnelle n'est donc pas un statut qui éloigne des consommations de produits psychoactifs, en particulier pas de l'alcool. Ce constat se vérifie globalement pour les femmes comme pour les hommes. Cependant, les étudiantes se distinguent plus des femmes actives que ne le font leurs homologues masculins en ce qui concerne les ivresses ; à l'inverse, la situation de chômage est plus fortement associée à des*

consommations de produits psychoactifs chez les hommes que chez les femmes. Parmi les 26-54 ans, les chômeurs s'avèrent en revanche très nettement surconsommateurs de tous les produits étudiés. De leur côté, relativement aux actifs occupés, les inactifs déclarent un peu plus souvent fumer du tabac ou consommer des médicaments psychotropes, mais un peu moins souvent avoir été ivres au cours des douze derniers mois. Chômage et consommation de produits psychoactifs apparaissent donc très fortement associés. Ce constat est particulièrement net parmi les hommes.” (G. E. Beck, 2008, p.80)

Pour la rupture juvénile, selon Muniglia et Rothé (2013) : “ La rupture chronique est expérimentée par des jeunes cumulant une forte précarité économique et une grande fragilité des supports relationnels depuis leur enfance. Sur le plan familial, ils sont en général issus de milieux très défavorisés et tous ont vécu des événements traumatisants durant leur enfance (violences physiques et sexuelles intrafamiliales, décès brutal d'un des parents, maladies psychiatriques entraînant des troubles importants de la relation sociale, sentiment d'abandon ou de rejet). Une très grande majorité d'entre eux a été prise en charge, à un moment ou un autre, par l'ASE (Aide sociale à l'enfance). (...) Ils ont, dans la plupart des cas, un faible niveau d'étude et ont vécu une situation d'échec scolaire. Le parcours de ces jeunes est marqué par des ruptures cumulatives et renvoie au processus de “l'apprentissage raté” (Paugam, 2008). Ce processus touche des individus qui ont connu, pendant l'enfance, des difficultés liées à la pauvreté et/ou aux carences de leur environnement familial et social et ont expérimenté, tout au long de leur vie, des ruptures en chaîne. Ces difficultés induisent de la souffrance psychique et sociale (manque d'estime de soi, angoisse et troubles psychosomatiques, incapacité à faire face).”(p.80-81)

Pour ce qui est des troubles psychiques, selon Demailly (2008), “On entend habituellement par inégalités sociales de santé le lien entre la santé et l'appartenance à une catégorie sociale. Les études sont concluantes : qu'il s'agisse de morbidité ou d'espérance de vie, il existe une corrélation entre l'état de santé d'un individu et divers indicateurs de position sociale : revenu, niveau d'instruction, profession, lieu de résidence. D'autres facteurs sociaux peuvent être corrélés à l'état de santé, tels l'âge, le sexe, l'origine nationale, la génération, le lieu de résidence, etc. Mais « inégalités sociales » renvoie traditionnellement dans le contexte des « inégalités sociales de santé » aux inégalités socio-économiques.”

Bien sûr, loin de nous l'idée d'imputer tous les problèmes du monde au statut socio-économique, ni même de dire que les plus fortunés de ce monde sont la quintessence de la

bonne santé mentale, ce serait une erreur monumentale. Ce que nous essayons d'avancer, c'est que le statut socio-économique est un facteur incapacitant s'il est bas. Sachant cela, il est évident de questionner notre pratique et notre rôle en tant que travailleur social.

Le travail social rend-il service au bénéficiaire :

Ce qui est au centre de notre thèse, c'est que nous sommes convaincus que notre système économique capitaliste crée, dans son essence, des "déchets". L'hyperconcurrence mondialisée, l'exploitation, tous les mécanismes invisibles qui poussent toujours les mêmes au pouvoir et toujours les mêmes à endurer des emplois éreintants (cf. Bourdieu, *La reproduction*) et les crises sont des engrenages intrinsèques au système, qui éjectent forcément des personnes de la "course". Si certains s'enrichissent, d'autres s'appauvrissent. Ces "déchets", finissent forcément par représenter une menace à l'ordre public. Les conséquences de la toxicomanie, des troubles psychologiques et de la jeunesse en rupture, causée (comme mentionné plus haut) en partie à cause de problèmes socio-économiques, sont dangereuses pour une société, car elles causent des soucis d'insécurité, d'hygiène et de criminalité (liste non-exhaustive).

C'est nous, travailleurs sociaux, qui prenons en charge ces personnes-ci. Mais en donnant un anxiolytique à une personne souffrant de troubles psychiques, en donnant de la méthadone à un héroïnomane ou en trouvant un apprentissage à un jeune en rupture, à qui rendons-nous service ?

Au bénéficiaire dans un sens court-termiste, car la personne ayant des troubles sera soulagée de ses angoisses, l'héroïnomane ressentira moins le manque et cela permettra au jeune de retrouver un cadre de vie. Mais dans le fond, le burn-out qui a causé ces troubles ne sera pas réglé, car cette personne reste sous une constante pression économique et sociale. La méthadone ne sauvera pas l'héroïnomane, car tous les soirs il rentre dans son même quartier défavorisé et ne quitte donc pas les cercles sociaux qui l'ont amené à tomber dans la drogue. Les mécanismes qui ont fait tomber ce jeune en rupture (comme cité dans l'étude plus haut) ne seront pas réglés par un apprentissage, aura-t-il seulement les outils pour être confronté à la rudesse du monde du travail et à l'hyperconcurrence, ne retombera-t-il pas dans les mêmes cercles vicieux quand la pression liée à une incertitude économique sera trop forte ?

Ce sentiment d'être des urgentistes, nous le sentons constamment dans notre chair de travailleurs sociaux. Et ce n'est pas juste nous, auteurs, qui, de par notre politisation, font des

conclusions hâtives sur la pratique du travailleur social. Nous ne comptons même plus le nombre d'ouvrages, d'articles qui traitent de la question (notamment l'ouvrage de M. Boucher "*Où va le travail social*"). Et c'est la même conclusion qui revient sans cesse, nous ne pouvons pas faire notre travail correctement, car nous sommes constamment sapés par des directives politiques et économiques. Les pouvoirs publics nous renvoient constamment au fait qu'il n'y a pas assez d'argent dans les caisses pour financer les moyens matériels à un réel accompagnement, ce qui nous relègue constamment au rôle d'urgentiste. Ce qui semble d'ailleurs leur aller. De plus, toutes les luttes du peuple qui ont abouti à la création des aides sociales et du droit des travailleurs semblent être constamment sapées par les coupes budgétaires. Le chômage n'est plus un droit inviolable, mais un devoir pour le chômeur de se réinsérer au plus vite. L'argumentaire des politiques sociales utilisant l'arme rhétorique de "l'ennemi invisible", et qui durcit les lois soi-disant pour éliminer les "parasites" du système social. Sans oublier le discours libéral et néo-libéral vis-à-vis de la vision du pauvre et de "l'assisté" comme étant un paresseux. Nous sommes donc en droit de nous demander si le système social dans sa fonction actuelle, a vraiment ce but d'aider les plus défavorisés (peu importe sur quel domaine) à s'émanciper, à les protéger des contre-coups du système économique.

Pour finir ce point, nous aimerions citer un passage de Tréanton (*table ronde*, 1972), qui résume parfaitement nos interrogations et opère une jolie transition avec le point suivant : "*Il y a désormais chez la plupart des travailleurs sociaux une sorte de malaise parce qu'ils sont en train de prendre conscience du fait qu'ils contribuent, la plupart du temps implicitement et sans le vouloir, au maintien de l'ordre. Il y a donc une tension interne. Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Julliard. Et ce qui me semble extrêmement intéressant actuellement, c'est d'étudier la façon dont se manifeste cette tension interne. Je pense qu'il ne s'agit pas de cas isolés, il s'agit véritablement d'une prise de conscience générale. Interrogez les élèves des écoles d'assistantes sociales, de travailleurs sociaux, il serait vraiment intéressant de faire un sondage parmi eux et de voir combien se posent des questions. L'un des principaux aspects de cette crise, c'est que la plupart du temps on leur enseigne, on leur apprend à traiter les problèmes individu par individu, cas par cas. La plupart du temps, ils se rendent compte qu'on leur interdit justement de porter leur réflexion ou leur action à un niveau collectif ou à un niveau général, on leur interdit de déboucher sur le politique ou sur l'action collective, en leur disant : vous avez à vous occuper uniquement de l'individu; et là je crois que le bât les blesse. D'où chez beaucoup d'entre elles et beaucoup d'entre eux une prise de*

conscience du fait qu'agir au niveau de l'individu, c'est absolument illusoire tant qu'on n'aborde pas certains problèmes politiques, et ils ne voient absolument pas comment sortir de ce dilemme."

Travail social et productivisme :

Lorsque nous mettons en lien nos questionnements, les fonctionnements du système économique et les réponses que nous ont apportées nos sources et le contexte historique, nous sommes bien obligés de nous rendre compte qu'avant de servir le peuple, nous servons des volontés politiques. Comme dit plus haut, le capitalisme et même tous les systèmes se basant sur l'exploitation vont forcément créer des perdants qui peuvent représenter une force déstabilisatrice. De plus, cette "force", au-delà de son caractère "volatile", est un manque à gagner monstrueux. Premièrement, car des dépenses publiques vont devoir être allouées au "traitement" de ces personnes peu importe sa nature (prison, asile, hospice ou institution d'aide). Deuxièmement, car une personne qui est éjectée du système productif ne crée pas de valeur, ce processus étant essentiel au bon fonctionnement du système économique. De plus, si l'on voulait faire le "marxiste" moyen, nous pourrions aussi ajouter que plus il y a d'éléments productifs, plus il y a de pression sur les éléments productifs. Ainsi, les salaires baissent et les rendements augmentent (cf. concept de Marx : L'armée de réserve du capital).

Selon nous, beaucoup de problématiques du travail social ne sont pas causées par un manque de compétence de ceux qui subventionnent, mais simplement, car les intérêts entre ceux-ci et ceux qui pratiquent le travail social ne sont pas les mêmes.

Lorsque nous questionnons les sources, nous percevons que selon elles, la fonction du travailleur social dans notre système (la raison pour laquelle il est si hautement subventionné) est d'être un "correcteur-pédagogue". Une version douce du système punitif. Le travail social aurait pour but d'acheter la paix sociale et de réintégrer ceux qui le peuvent dans des rapports de production. L'aspect d'achat de la paix sociale a pour objectif premier d'avoir un contrôle sur les marginaux et de saper les potentielles problématiques liées à ceux-ci, c'est selon nous la première mission du travailleur social. Dans la table ronde, Juillard (*table ronde*, 1972) avance : *"Parce qu'au fond, ce dont le capitalisme à peur, à tort ou à raison, depuis 89, depuis 48, depuis 70, c'est de la sédition, de l'émeute. Les gars qui descendent dans la rue avec leurs couteaux et leurs fusils. Qui sont prêts à l'action directe et violente. La bourgeoisie a été hantée par cette vision et elle veut signifier au prolétariat que ceci n'est*

plus possible. Ces gens qui sont prêts à servir de fer de lance à vos séditions, il n'est pas possible, dans votre propre intérêt, que vous fassiez alliance avec eux. Toute cette population mobile, en effet, sans cesse prête à descendre dans la rue, à faire des émeutes. Ces gens-là ont été, en quelque sorte, exaltés à titre d'exemple négatifs par le système pénal. Et toute la dévalorisation, juridique et morale qu'on a fait de la violence, du vol, toute cette éducation morale que l'instituteur faisait en terme positif auprès du prolétariat. La justice le fait dans des termes négatifs. C'est ainsi que la coupure a été sans cesse reproduite et réintroduite entre le prolétariat et le monde non-prolétarisé. Parce qu'on pensait que le contact entre l'un et l'autre était un dangereux ferment de lutte."

Ce travail de coupure s'opère donc par la mise en institution des marginaux. Cela permet de les éloigner de la classe moyenne et, sous couvert de bonnes intentions et de mise en avant de concepts visant l'inclusion et l'intégration, détruit complètement le potentiel déstabilisant de ces populations. Les intégrer se résume surtout, selon nous et les sources que nous avons explorées, à leur faire adhérer aux valeurs bourgeoises (comme la valeur travail), fable essentielle à interioriser pour accepter l'état social actuel.

C'est aussi ce qui est avancé par Bakounine dans le livre de Ribeil (1975) : *"Par fleur du prolétariat j'entends surtout et précisément cette grande masse, ces millions de non-civilisés, de déshérités, de misérables et d'analphabètes que M. Engels et M. Marx prétendent soumettre au régime paternel d'un gouvernement très fort, sans doute pour leur propre salut, comme tous les gouvernements n'ont été établis, on le sait, que dans le propre intérêt des masses. Par fleur du prolétariat j'entends précisément cette chair à gouvernement éternelle, cette grande canaille populaire qui, étant à peu près vierge de toute civilisation bourgeoise, porte en son sein, dans ses passions, dans ses instincts, dans ses aspirations, dans toutes les nécessités et misères de sa position collective, tous les germes du socialisme de l'avenir, et qui seule est assez puissante aujourd'hui pour inaugurer et pour faire triompher la révolution sociale."*(p.19)

Dispositifs d'intégration des marginaux :

Les trois passages que nous allons vous présenter proviennent des écrits de Foucault et d'un extrait de la table ronde sur le thème "réclusion et capitalisme". Ils décrivent parfaitement les thèses que nous avançons. Nous avons décidé de les laisser dans leurs entières pour ne pas dénaturer la forme et les propos :

« Dans cette ligne, Rusche et Kirchheimer ont mis en relation les différents régimes punitifs avec les systèmes de production où ils prennent leurs effets : ainsi dans une économie servile, les mécanismes punitifs auraient pour rôle d'apporter une main-d'œuvre supplémentaire — et de constituer un esclavage « civil » à côté de celui qui est assuré par les guerres ou par le commerce ; avec la féodalité, et à une époque où la monnaie et la production sont peu développées, on assisterait à une brusque croissance des châtiments corporels — le corps étant dans la plupart des cas le seul bien accessible; la maison de correction — l'Hôpital général, le Spinhuis ou le Rasphuis, le travail obligé, la manufacture pénale apparaîtraient avec le développement de l'économie marchande. Mais le système industriel exigeant un marché libre de la main-d'œuvre, la part du travail obligatoire diminuerait au XIX siècle dans les mécanismes de punition, et on lui substituerait une détention à fin corrective. Il y a sans doute bien des remarques à faire sur cette corrélation stricte. » (Foucault, 1975, p. 29-30)

“Je voudrais ajouter un mot dans le sens de ce que disait Julliard : il est évident qu'on n'a jamais dit que tel travailleur social, le travailleur social comme individu, était stipendié par la police; il ne s'agit absolument pas de cela. Je crois qu'en revanche, ce qui est important, c'est que le travail social s'inscrit à l'intérieur d'une grande fonction qui n'a pas cessé de prendre des dimensions nouvelles depuis des siècles, qui est la fonction de surveillance-correction. Surveiller les individus, et les corriger, dans les deux sens du terme, c'est-à-dire les punir ou les pédagogiser. Cette fonction de surveillance-correction a été assurée, encore au XIX^e siècle, par diverses institutions, entre autres par l'Église, puis par les instituteurs. On dit que le travailleur social est parti du soutien bénévole à une action d'éradication de la tuberculose et des maladies vénériennes; je me demande si son origine n'est pas plutôt dans la fonction de l'éducateur, l'« instituteur » proprement dit. Il a eu en effet ce rôle-là, à côté du curé, en face du curé, contre le curé; la république s'est développée à travers leur opposition. Au XIX^e siècle encore, cette fonction de surveillance-correction était relativement autonome par rapport au pouvoir politique. Le pouvoir politique jouait de leur opposition, de leurs conflits, de leur autonomie, et maintenant il reprend ça en main de très près; et d'une façon d'autant plus rigoureuse que sont en train de lui échapper l'Église d'une part et d'autre part les intellectuels. La grande trahison des intellectuels par rapport à l'État bourgeois est sanctionnée par le fait que l'on fait jouer aux travailleurs sociaux le rôle que l'instituteur, le professeur du secondaire, l'intellectuel ne jouent plus depuis un certain temps, le paradoxe étant que ces travailleurs sociaux sont formés par ces intellectuels. D'où le fait que le

travailleur social ne peut pas ne pas trahir la fonction qu'on lui a donnée.” (Foucault, *table ronde*, 1972)

Phillipe Meyer (*table ronde*, 1972), dans la table ronde , ajoute ceci : *“Dans les villes nouvelles comme Cergy-Pontoise et Evry, les cités sont divisées en blocs à l'anglo-saxonne, et a chaque bloc seront attachés un éducateur, une assistante sociale et, je ne l'ai pas inventé, un flic, qui devra être connu dans le quartier, et pourra aussi bien faire les commissions des vieilles dames malades que mettre un délinquant hors d'état de nuire. Alors, que vont faire, dans les blocs, ces éducateurs et ces assistantes sociales? Dans le discours courant, comme le disait Julliard, la désagrégation du tissu social étant perçue par tout le monde, on pense — et c'est comme ça d'ailleurs que se défendent et les intéressés et les gens qui concoctent ces projets — que ces éducateurs et ces assistantes sociales vont être mis là pour inciter à la production de la socialité. En fait, qu'est-ce qu'ils font? Je vais vous donner un exemple précis : un ensemble d'éducateurs dans un bloc d'immeuble a imaginé le projet suivant: aller dans tous les foyers sous-prolétaires du quartier - leur quartier est fortement « délinquantogène » — pour expliquer aux mères comment élever leurs nourrissons de telle façon qu'ils ne se retrouvent pas dans la rue quand ils seront adolescents. La réduction clinique, elle est là, et toutes sortes de théories font l'apologie de cette réduction du concept de délinquance à un concept strictement clinique. Ces éducateurs et ces assistantes sociales, non seulement ne seront pas producteurs de socialité comme on le fait croire officiellement, mais par-dessus le marché ils renforceront le processus d'atomisation et de désagrégation du tissu social, et c'est cela qui me paraît catastrophique, indépendamment du rôle de contrôle social qu'ils peuvent jouer à travers cette transmission d'une nouvelle loi.”*

Tout ce processus d'intégration et de “normalisation”, une fois qu'il est terminé, réintègre ces éléments perturbateurs dans des dynamiques productives, ce qui permet, comme dit plus haut d'éviter des coûts et d'ajouter des travailleurs dans la “machine”. Ceci se matérialise par des institutions qui offrent des ateliers protégés, des lieux de réinsertions pour anciens criminels ou des recherches d'apprentissage pour jeunes en décrochage. Nous analyserons ceux-ci dans la partie empirique de la réponse à notre problématique.

Conclusion de l'analyse théorique :

Nous n'allons pas résumer tout le contexte historique, mais seulement nous intéresser à la raison pour laquelle nous avons décidé d'y consacrer tant de pages, et surtout, de ce que nous tirons de cette analyse pour la suite de la réponse à notre problématique.

Notre contexte historique avait pour but de questionner la place du pauvre, du marginal dans les sociétés anciennes, et les dispositifs, systémiques ou non de leur traitement sociétal. Il est très questionnant de voir qu'avant le 14^{ème} siècle, ces questions sont que très peu abordées politiquement (peut-être par manque de sources historiques). Nous devons donc attendre le décret d'Édouard III en 1349 pour enfin avoir un dirigeant qui traite la question sociale, et s'intéresse concrètement au poids politique et social des marginaux. Suite à cette rupture historique, il est assez fascinant de voir le rapport à la pauvreté et à la marginalité se transformer au fil du temps. D'une vision positive avec le christianisme à une vision très négative, corrélée, selon nous, aux changements progressifs des modes économiques et de productions. La modernité européenne a cette caractéristique d'être de plus en plus vindicative dans le traitement de cette population. On perçoit concrètement, factuellement cette volonté d'hygiéniser les villes, de mettre tout le monde au travail, le martelage constant, idéologique, d'une vision "bourgeoise" de la société (même avant que cette classe soit au pouvoir). C'est, selon nous et les auteurs que nous avons interrogés, de cette volonté qu'est né le travail social.

Notre bref passage sur la lutte des classes et la façon dont s'est engagé ce bras de fer entre prolétariat et bourgeoisie, même s'il sort un peu du cadre de notre analyse, permet, lui, de conscientiser ces rapports de pouvoir. Cela semblait essentiel pour nous pour la suite de l'analyse, car cette thématique reste en toile de fond durant toute notre thèse.

Résumons donc les thèses et les arguments qui ont été mis en place plus haut. Nous avons explicité quelles étaient les valeurs et comment le système s'articule dans la réalité. Suite à cela, nous nous sommes questionnés sur le paradoxe qu'il y a entre la volonté de croissance constante et d'ultra-productivisme prôné par nos élites politiques et le fait que des milliards sont injectés chaque année dans des politiques sociales qui sont, sur le papier, aux antipodes d'une telle doctrine. Nous nous sommes donc interrogés sur la façon dont le travail social s'articule concrètement dans nos espaces publics. Nous avons tout d'abord perçu le fait que même si ce n'est clairement pas la cause de tous les maux, il y avait un lien fort entre les

bénéficiaires du système social et les conditions socio-économiques, et que ceux-ci étaient souvent des “déchets” du système dans le sens où ils ont complètement été éjectés de la dynamique productiviste. Ce qui en fait des marginaux. Nous nous sommes donc demandé comment était pratiqué dans les faits le travail social et il est assez aisé de se rendre compte que l'intervention est souvent sous-couverte d'urgence. Nous savons pertinemment quel travail de fond est nécessaire pour faire aller de l'avant une personne qui souffre de divers maux, mais nous sommes constamment sapés par les politiques publiques qui resserrent les budgets. Nous sommes donc réduits à appliquer une logique palliative et court-termiste qui, nous le savons bien, n'est pas une solution. Cette situation semble tout de même convenir aux élites politiques. Nous questionnons donc le but de notre pratique et aux vues des apports historiques que nous avons apportés au début, de la façon dont “l'outil” travail social a été utilisé dans le temps et de la vision du pauvre et du marginal qui est de plus en plus négative (martelée par des valeurs bourgeoises). Nous pensons donc que le travail social comme il est pratiqué et les raisons pour lesquelles il est si hautement financé ont pour principal but d'intégrer tous les éléments marginaux et potentiellement perturbateurs dans la norme sociale et dans une logique productiviste. L'enferment de ces populations dans des institutions est une dynamique historique et nous pensons que c'est le travailleur social qui assume la partie douce de cette fonction aujourd'hui (l'autre étant assumée par le système judiciaire et carcéral). Contrôler et réintégrer ces éléments à trois objectifs (selon nos sources) : premièrement, d'éviter une alliance entre prolétaires et sous-prolétaires (cette dernière, souvent évincée du système économique), car elle représenterait, selon Bakounine ou Jacques Julliard, un levier puissant de révolte sociale. Deuxièmement, selon Foucault, ces dynamiques d'enfermements, qui débutent au XVI^{ème} siècle, viennent de la volonté, comme mentionné plus haut, de nettoyer les villes, d'appliquer un pouvoir normatif. Enfin, lorsque ce travail “d'intégration des valeurs bourgeoises” (comme la valeur travail) est appliqué, nous percevons une volonté de réintégrer les éléments “intégrable” dans des schémas de production. Ceci pour combler trois manques à gagner : le coût élevé d'une personne passant sa vie dans des réseaux d'aides sociales, le fait qu'elle ne produise pas de valeur et le fait que plus il y a de travailleurs plus il y a de pression sur les travailleurs (analyse marxiste).

Ressenti des acteurs du travail social

À ce point du traitement de notre problématique, nous sommes bien conscients de plusieurs choses: que notre analyse ci-dessus est inachevée, car ce sujet est tellement vaste et complexe

qu'il est complètement mégalomane de penser pouvoir donner une réponse complète à ces questionnements. Que nous ayons surtout fait une analyse dite "de gauche" et que nos clés de compréhension sont sûrement biaisées. Inutile de préciser que cette problématique est issue de notre perception des faits liés à notre pratique, nous avons fatalement été victimes de biais de confirmation.

Cependant, conscients de nos limites liées à notre condition d'êtres humains, nous avons décidé de nous entretenir avec plusieurs acteurs du travail social genevois, ayant une pluralité de profils. Notre but étant de les questionner sur notre problématique et de mettre en lien leurs réponses, leurs états d'âme, les enjeux auxquels ils font face, avec notre partie théorique.

Avis sur le système économique :

Lors des différents entretiens réalisés dans le cadre de nos recherches, nous avons pu observer que les travailleurs sociaux interviewés considèrent que le système capitaliste est un frein dans leur pratique. Même plus que cela, ils considèrent que techniquement, sans système capitaliste, il n'y aurait plus besoin du système social établi à ce jour.

En effets, au sein de notre échange, Boris amène l'analyse d'un écart salarial beaucoup trop grand entre les postes de cadres et ceux des travailleurs de terrain. Selon lui, cet écart empêcherait de traiter les problématiques de notre société à leur source. Dans le cadre de son analyse, il étaye l'argument suivant : une meilleure redistribution des richesses permettrait de récupérer des fonds afin de réduire considérablement les injustices sociales présentes dans notre société, en adaptant réellement le contexte dans lequel nous vivons.

Estelle , quant à elle, considère que le système économique actuelle façonne une fracture sociale de plus en plus grande. Face à l'individualisme croissant qui découlerait des rouages capitalistes, elle observe que les contraintes individuelles aux vues de se réaliser au sein de notre société (faire des études, devenir éligible à un emploi) sont devenues tellement pesantes qu'elles auraient effacé de notre conscience l'ouverture vers l'autre, autrefois structurée par le modèle familial ainsi que les valeurs religieuses.

De plus, selon Isaïa, la classe dominante de notre système exercerait une forme de maintien des classes populaires au-dessus du seuil de pénibilité afin d'actionner chez elle un mécanisme de « relativisme » vis-à-vis de leur situation actuelle. Ainsi, lorsque l'on veut

remettre en question certaines thématiques sociales suisses, l'on se heurte à des arguments du type : « ne te plains pas, tu as à manger et à boire, dans d'autres pays, ils n'ont rien. », ce qui arrange parfaitement le statu quo.

On observe toutefois que du côté des directions d'institution, le discours politique peut être complètement décalé de ce qui est développé par les professionnels du terrain. Dans le cas de M. Meyer, haut-placé d'une importante fondation genevoise, énonce être très favorable au système économique. Selon lui, le libéralisme est la forme la plus adaptée au bon fonctionnement du travail social. Comme en témoignent ces extraits de notre entretien :

“La question ce n'est pas de considérer la monnaie comme un Dieu. Mais en tout cas comme un élément important et c'est en ça que je trouve que le système libéral a cette vertu, c'est qu'en fait il va, quelque part, monétiser les échanges qui existent.”

“On parlait en fait de valeurs peut-être plus libérales, alors je ne suis pas en train de parler de mes orientations politiques, mais en tout cas dans les logiques de responsabilité individuelle, moi, c'est des choses qui me parlent bien sûr, très clairement. Alors après on peut mettre plein de choses autour de ça et en tout cas voilà parce que...”

“Donc si le système de l'État n'est pas dans cette logique de diversité, il est en fait un système où ça va être la même chose pour tout le monde. Donc c'est pour ça que je ne suis pas forcément pour un État plus fort.”

Si l'on peut faire une analyse de son discours, selon lui, l'État et sa bureaucratie sont un frein certain aux idées d'interventions nouvelles qui foisonnent grâce au libéralisme. Même s'il n'est pas contre un État régulateur, il ne devrait pas s'insérer dans les microdécisions d'une institution. Il n'a pas une fois remis en cause le système économique, basant une bonne partie de sa réflexion et de son intervention sur la responsabilité individuelle.

Pour ce qui est de M. Dubois, il est un peu plus nuancé :

“L'État archi libéral qui ne s'occupe que des tâches régaliennes, police, prison, grosso modo, armée et Affaires étrangères, c'est une absurdité. C'est une absurdité”

“...Intéressant la réalité, elle se situe quelque part entre deux quoi. Je pense qu'il y a une notion d'État régulateur que je trouve intéressant, c'est que l'État doit réguler un certain nombre de choses. Il ne doit pas forcément tout réguler, mais il doit réguler un certain

nombre de...Je pense que si on veut assurer une forme de guérison sociale, on doit avoir des mécanismes de redistribution. Si on veut avoir des mécanismes de redistribution ou de péréquation plutôt que de redistribution. Après c'est, pour moi, la même chose, c'est qu'on redistribue. Ce n'est que l'État qui peut le faire, c'est que le cadre légal en fait, qui peut le faire."

*"Et je ne connais pas de système qui soit, meilleur que la démocratie aujourd'hui, franchement. Vous en connaissez ? Ouais, on peut lire *inaudible*, c'est intéressant, mais c'est le modèle anarchiste de base qu'on a tous lu dans notre enfance, et c'est très intéressant en soi. Quand on le reproduit à grande échelle, c'est très compliqué. Moi je suis un ancien du monde alternatif donc on faisait 87 assemblées générales le même soir pour reprendre la décision qu'on a pris une demi-heure avant."*

"D'accord, mais je pense que j'ai répondu. Tout le long, c'est à dire que Kim Il-Sun, non. Non plus Aliende, (...) quelque part la réalité c'est entre les deux et je pense que le travail social a une vraie mission d'être le porte-parole de ce qui se passe en termes de problématique sociale et de se faire aussi le relais des contraintes politiques. Et que ça marche dans les deux sens. Moi, je connais très bien les contraintes des différents départements. Je connais très bien le cadre légal. Je sais ce qui est bougeable ou pas."

On peut voir que ses positions s'approchent plus d'un social-démocrate. Il est pour un État fort et un contrôle assez poussé sur les dimensions publiques. Cependant, il n'est pas non plus en accord avec un renversement complet des valeurs. Il se dit très mesuré vis-à-vis de la "littérature" révolutionnaire, et considère que ces valeurs sont trop éloignées de la réalité. Il a tout à fait accepté le bras de fer entre les acteurs sociaux et les politiques et fait selon lui, de son mieux pour donner un maximum de fond à son institution.

Pour conclure ce point, il est intéressant de voir l'éventail des positions politiques des acteurs avec lesquelles nous nous sommes entretenus. Nous verrons plus tard qu'elles structurent avec fidélité les réponses aux thématiques suivantes. Il est aussi assez criant de voir les différences d'opinions vis-à-vis du statut social. Les éducateurs se permettant d'être assez véhéments avec le système économique, tandis que pour les acteurs haut-placés dans la direction, la critique est soit plus "molle" (molle n'est pas écrit à titre péjoratif, elle signifie juste qu'elle est moins appuyée) pour Mr Dubois, ou inexistante pour Mr Meyer.

Insertion à travers la valeur travail :

Dans le cadre de nos recherches, nous avons questionné différents acteurs du social concernant leur positionnement vis-à-vis de l'insertion à travers une valeur travail. Il nous semble important de souligner que la valeur travail, dans le système économique actuelle, est généralement quantifié à travers la richesse qui a été produite.

Nous avons pu observer que cette thématique divise l'opinion des différents acteurs présents dans le travail social.

Dans le cas des directeurs d'institution que nous avons pu interviewer, nous avons pu constater que M. Meyer est très favorable à ce mode d'intervention. Nous n'avons pas abordé ce sujet avec M. Dubois.

Selon M. Meyer :

“Je dis : « On n'a pas trouvé mieux. », parce qu'aujourd'hui on voit bien que la socialisation qu'il y a avec ce travail-là, que ce soit sur la socialisation avec les autres collaborateurs, mais aussi le monde entrepreneurial qui vient nous confier le travail. En fait c'est de la réalisation de projets, la réalisation de travaux.”

“Donc je le mettrai là-dedans. Le travail ce n'est pas forcément que du travail salarié, ça peut être un travail finalement qui est juste en fait de pouvoir apporter une contribution à la société. Et je pense que c'est ça aujourd'hui qui fait que nos collaborateurs peuvent avoir une certaine fierté d'implication. Enfin, il faut juste aller dans une boulangerie puis poser la question au collaborateur de la fierté de pouvoir vendre nos produits aux clients. Ça remplace en fait tous les discours du monde. Et ça, c'est très terrain cette façon de l'exprimer. Pour ce qui est des professionnels de terrain que nous avons interviewés, ceux-ci admettent qu'il y a certaines vertus dans le fait de vouloir insérer à travers le travail, notamment dans le domaine du handicap.”

La fondation qu'il représente étant pleinement investie dans l'intégration / l'inclusion sociale par le travail, il est naturel donc que M. Meyer soit favorable à cette méthode d'intervention. Sur les deux passages que nous avons décidé de mettre en lumière, nous voyons que, selon lui, intégrer ou inclure des personnes à l'AI (la fondation qu'il représente prend en charge dans des ateliers toutes personnes qui sont bénéficiaires de l'AI, ce qui offre un large panel de

profils) dans des schémas de productions, car il est question, là, du secteur entrepreneurial (qu'on nomme "secteur primaire" dans ce domaine), permettrait aux gens de se réaliser. Il ajoute aussi que créer de la richesse à travers la vente de beau produit apporte de la fierté aux collaborateurs. Il explique dans d'autres passages de l'entretien que le travail est tellement important dans nos sociétés qu'en avoir un est un fort facteur de socialisation, il permet aux bénéficiaires de ne plus se sentir comme tels, d'avoir la sensation d'être "acteur" de la société.

Il est important de rappeler que le but premier des ateliers protégés est éducatif. Le but n'est pas le rendement de la production, mais de réinsérer des bénéficiaires exclus des rapports "socialisants" du travail. La plupart des personnes qui peuplent ces ateliers sont donc pour x ou y raisons, incapables de s'insérer dans les dynamiques "trop violentes" du marché primaire. La question est de savoir si l'inclusion en entreprise n'est pas dangereuse, car elle pourrait soumettre ces mêmes personnes à des logiques de marchés et de cadre du travail trop contraignante, ce qui détruirait complètement l'aspect éducatif. De plus, pour avoir déjà travaillé dans des structures similaires, nous avons déjà été témoins de pratiques peu éthiques où les bénéficiaires subissaient une pression trop élevée. Les "managers" de ces mêmes structures n'avaient aucune formation éducative et étaient très persécutants avec les collaborateurs. Les MSP se plaignaient de n'avoir jamais le temps de mettre en place une intervention éducative à cause des délais de production trop élevés.

Nous avons donc questionné M. Meyer à ce sujet, lui demandant donc quels garde-fous mettait-il en place pour éviter de retrouver dans les ateliers, les mêmes problématiques que dans le marché primaire. Voici quelques éléments de réponse :

"Mais je pense qu'on est confronté au même problème. Et ce n'est pas la rentabilité qui pose problème. En fait, c'est l'organisation du travail, beaucoup en fait."

"Les gens se mettent la pression seule, moi j'ai des collaborateurs à qui je n'ai rien demandé, où en fait d'eux-mêmes, ils ont cru qu'on leur avait demandé quelque chose et ils vont mettre une pression de dingue sur leurs collaborateurs. Pour éviter ça, ça se passe sur la cohésion et les valeurs communes et de bien les comprendre."

Sa réponse est structurée en plusieurs points. Il nous avance d'abord que ce n'est pas la logique productive qui pose problème, mais l'organisation du travail. Selon lui, les collaborateurs se mettent d'eux-mêmes la pression, car ils n'ont pas assez poussé le concept

d'autodétermination, et qu'ils sont, par conséquent, trop dépendants des consignes d'un chef. Si chacun connaît parfaitement sa fonction et ses capacités et qu'il se transforme en "petit manager", il n'y a aura selon lui, moins de problèmes liés à la pression. Il avance aussi le fait que selon lui un manager doit devenir un "promoteur de compétences".

Aussi, une équipe doit créer ce qu'il appelle du "common ground", c'est-à-dire, des valeurs communes sur lesquelles tout le monde peut s'appuyer. À travers des fêtes, des événements et des sorties, cela permet, selon lui, de créer plus de liens dans l'équipe et de faire baisser les logiques de pression.

Pour les travailleurs sociaux, leurs avis sont plus nuancés sur la question. Par souci de précision, nous tenons à souligner que chacun des propos exposés au sein de notre analyse sont issus des entretiens effectués dans le cadre de notre recherche.

Ils observent que le fait de participer à une activité professionnelle amène un sentiment d'utilité et d'intégration au sein de notre société. À travers de petits travaux, certaines personnes se sentent valorisées et expriment souvent le fait de s'épanouir dans les tâches qu'elles remplissent. Leurs activités permettent de se sentir « comme tout le monde ». En se levant le matin, en allant travailler pour toucher un petit salaire, elles ont le sentiment de contribué dans la société. Elles se sentent alors reconnues et cela leur permet de s'identifier aux personnes dites « normales ».

De plus, dans le cas de certains types de handicaps, cela permet de leur offrir une forme de régularité dans l'action ainsi que dans leur quotidien. Ce qui réduirait considérablement les potentielles crises que celles-ci pourraient subir.

Toutefois, confronter à l'évolution des institutions en entreprise sociale, ces travailleurs sociaux observent un délaissement des valeurs de l'humain pour tendre à des schémas de production classique. Ils nous expliquent que selon eux, il n'y aurait plus d'alternative possible. La seule chose qui est appliquée et mise à disposition par les institutions afin de leur donner l'opportunité « d'être » et de se réaliser, c'est à leur échelle, d'intégrer un schéma de production.

Alors que par le passé, l'une des personnes interviewées avait eu l'occasion de participer à un projet de partenariat entre une institution (qui œuvre dans l'accompagnement individualisé dans les projets de formation spécialisée, d'emploi adapté et de vie) et une fondation suisse

de solidarité humaine, pour proposer à certains bénéficiaires de s'engager quotidiennement à travers cette association. Il nous explique qu'à présent, par manque de financement et par facilité, une grande majorité des institutions se sont tournées vers les ateliers protégés, en intégrant la presque totalité des personnes sur des schémas de production classique.

Bien qu'au premier abord nous avons trouvé intelligent de favoriser la réinsertion des personnes en situation de handicap par le biais de dispositifs associatifs, Isaïa amène l'analyse suivante : Celle d'un contributif associatif qui serait également une soupape du grand capital. Car en proposant aux diverses associations d'aménager leur activité à des fins de réinsertion de public confronté à des ruptures sociales ou professionnelles, les associations se verraient probablement octroyer des subventions supplémentaires afin de permettre la bonne intégration de ce public au sein de leurs activités. Nous savons que ce type de subvention est en grande partie octroyé par l'état, ce qui rendrait indirectement service aux grandes entreprises. Car investir dans des services à but non lucratif crée un déficit budgétaire pour ces entreprises. Elles seraient donc grandement satisfaites vis-à-vis du fait que le domaine public investisse dans des secteurs qu'elle considère intéressants aux vues de leur principal objectif : accroître son bénéfice. Selon Isaïa, cette alternative constitue donc une manière détournée de permettre aux grandes entreprises de renforcer leur désinvestissement vis-à-vis des dispositifs associatifs, ce qui leur permet d'accroître leur capital et d'asseoir le pouvoir qu'elles détiennent.

Pour revenir sur la question des ateliers protégés, nous pouvons voir que dans certaines institutions, dont celle décrite par Boris, que pour bénéficier d'un logement adapté, les personnes sont dans l'obligation de travailler dans un de leur atelier. Boris considère cette injonction de travailler en atelier comme une forme d'aide sous contrainte, bannissant toute démarche autodéterminée dans leur projet de réinsertion.

Ils nous partagent également que dans beaucoup d'institutions, ils observent un manque de confiance vis-à-vis des personnes en situation de handicap. Partant du principe qu'elles doivent forcément être accompagnée dans la réalisation de leurs tâches, alors que dans de nombreux cas, les personnes pourraient très bien y arriver seules. Cela engendre pour beaucoup un sentiment de dévalorisation.

Selon Boris, ce n'est pas le seul point qui entraînerait la dévalorisation de certaines personnes. Il trouve également dévalorisant pour une personne en situation de handicap, « aux compétences égales » d'une personne qui ne l'est pas, d'être placé en institution afin d'effectuer de petites tâches qu'elles pourraient considérer comme étant réductrices vis-à-vis de leur situation. Elle se verrait toucher des salaires symboliques, à travers l'AI notamment, alors qu'elle aurait clairement les capacités de travailler dans un secteur classique.

Dans le cadre de notre entretien, Boris nous a partagé l'observation d'actions palliatives dans l'encadrement des ateliers protégés. Par manque de financement, ainsi que par manque de personnels sur le terrain, les différentes institutions n'auraient plus les ressources nécessaires qui permettraient la création de structures diversifiées et plus adaptées, qui répondraient correctement aux problématiques que vit ce public.

Il observe que ce manque de ressources a poussé les institutions à devoir adapter les ateliers protégés de manière très globales. Amenant une forte mixité de problématique autour d'une même activité aménagée de façon généralisée, ces ateliers ne répondraient donc plus aux besoins individuels qu'une personne pourrait rencontrer. Il nous explique que par exemple, une personne ayant subi un lourd accident lui faisant perdre soixante pour cent de sa mobilité physique (sans que ces capacités psychiques et cognitives soient touchées) se verra probablement placée dans le même atelier qu'une personne souffrante de troubles psychiques sévères. Selon lui, réunir une pluralité de problématique autour d'une même solution ne constituerait pas une réelle adaptation.

Cette mixité dans les institutions peut également amener certaines personnes à ne plus vouloir pratiquer une activité au sein de ses ateliers protégés, notamment les personnes citées précédemment, celles et ceux dont le handicap n'aurait pas affecté leurs capacités psychiques. En se voyant obliger de pratiquer une activité professionnelle en ateliers protégés, un sentiment de dévalorisation pourrait s'intensifier concernant leur situation, ce qui les pousserait à s'abstenir de maintenir une activité en partant du principe que de toute façon, elles toucheront leurs prestations de l'assurance invalidité.

Les professionnels de terrain qui ont participé à notre recherche critiquent également l'utilisation questionnante de certaines médicaments. Une médication qui pourrait être utilisée selon eux pour faire office de « camisole chimique », afin de prévenir ou traiter les potentielles crises qui non plus leur place en ateliers. En effets, étant donné que ces ateliers

sont à de plus en plus organiser comme des lieux de travail conforme a des modèles de production classique, ils partiraient du principe que « les crises font partie de la vie privée, elles n'ont donc plus leur place sur un lieu de travail. ». Ce qui est perçu par les professionnels interviewés comme un facteur de stress supplémentaire pour certains bénéficiaires.

Ils observent donc un paradoxe dans l'encadrement de ces ateliers. Car des lieux de moins en moins adaptés ou du moins plus correctement, engendre un cadre nettement plus propice a de crises potentielles, qui amène donc certain professionnel a utilisé de manière discutable diverse médications. Cet encadrement palliatif ne serait pas uniquement dû à l'évolution des institutions en entreprise sociale, la médication questionnante serait également utilisée par certains professionnels pour pallier le manque de personnel sur le terrain.

Pour finir avec la question de l'insertion par le travail dans le domaine du handicap, Boris et Isaïa nous amènent un point qui nous semble des plus important. Selon eux, la création d'ateliers protégés constitue de fait une action qui sert à pallier la problématique de fond. En effets, nous vivons au sein d'une société dont la majorité a toujours considéré la question du handicap comme étant tabou. Au sein de la population, on observe un manque de formation ainsi qu'une pluralité de stéréotypes qui gravite autour du handicap dans son ensemble.

C'est pourquoi, selon ces professionnels de terrains, le fait de recourir au placement des personnes en situation de handicap au sein des différents ateliers dessert une véritable intégration de ce public. Selon eux, celle-ci devrait d'abord se faire à travers la transformation du regard porté par la majorité sur celui-ci. Dans ce sens, procéder à ces différents placements constitue indirectement à maintenir les personnes en situation de handicap loin de nos réalités respectives, ce qui accentue leur invisibilité au sein de la société et contribue au maintien des différents stéréotypes. En revanche, si on leur laissait l'opportunité d'intégrer une activité professionnelle classique au sein d'une équipe de travail considérée comme « dans la norme », une potentielle conscientisation de leurs capacités pourrait donc s'opérer dans l'imaginaire collectif. Cela augmenterait leur visibilité au sein de la société et contribuerait à la diminution des stéréotypes portés à leur égard.

Pour ce qui est des jeunes en situation de rupture professionnel et social, Isaïa et Boris amènent l'idée de promouvoir des activités dont la valeur travail ne serait pas axée sur un modèle de production classique, mais plutôt au travers de questions liées à la contribution

collective, à l'utilité publique. Selon eux, pour diverses raisons, ils observent que les jeunes d'aujourd'hui qui ont grandi au sein d'une société occidentale ne croient plus au travail.

Nous interprétons ces changements de la manière suivante : premièrement, nous vivons actuellement dans une société où l'accent mis sur les besoins secondaires s'est nettement développé. L'intégration sociale au sein d'un groupe de pairs, les activités artistiques ou sportives ainsi que le développement personnel ont contribué à l'évolution d'une vision du travail moins centrée sur la simple satisfaction des besoins matériels. Les jeunes accordent donc plus d'importance à leur épanouissement en dehors du travail que les générations précédentes.

Ajouté à cela, on observe une décroissance dans l'impératif de travailler pour assouvir nos besoins primaires. Les besoins primaires étant satisfaits plus facilement, cela a diminué l'urgence perçue de travailler simplement pour survivre. Cette augmentation du confort a permis aux jeunes de rechercher une nouvelle forme « d'activité » plus alignée avec leurs aspirations personnelles. Par exemple, de plus en plus de jeunes se disent préoccupés par des questions sociales et environnementales. Certains sont donc plus enclins à rechercher une activité qui correspond à leurs valeurs. Ne croyant plus au travail, ces jeunes se tournent sur d'autres choses.

De plus, la démocratisation des études ainsi que la pseudo-égalité des chances ont également fait évoluer la perception des jeunes vis-à-vis du travail. Certes, celle-ci a ouvert de nouvelles opportunités pour certains, elle a toutefois renforcé la pression sociale quant à notre devoir de se réaliser. Ce qui a affecté la valorisation de certains métiers. La perception de l'échec est maintenant renforcée par des idées préconçues sur le succès lié à des carrières spécifiques, souvent catégorisé de sous-métiers.

Pour continuer sur la question de l'injonction à se réaliser, on observe un retard dans l'âge auquel les individus ressentent cette injonction. Par le passé, d'un point de vue sociologique, la société était organisée sur une chronologie différente. Avant l'âge de trente ans, pour répondre aux obligations de l'époque, la construction d'une famille nous était quasiment imposée. Les parents donnaient naissance à un enfant bien plus rapidement que de nos jours. Il était donc impératif d'intégrer le marché du travail hâtivement, afin de répondre aux besoins de la famille.

Aujourd'hui, on peut également expliquer une perte des valeurs du travail au travers de liens familiaux nettement moins forts que par le passé. Cette diminution des liens familiaux à directement influencer la manière dont les jeunes perçoivent leurs responsabilités envers leur famille. Les pressions traditionnelles liées à la contribution économique sont beaucoup moins présentes, laissant place une grande variété d'alternatives occupationnelles.

Pour finir, étant donné que les jeunes avec lesquels nous travaillons ne font pas partie de la première génération ayant grandi dans une société où la valeur du travail n'est plus au centre de notre mode de vie, Isaïa nous explique que la "*culture du moindre effort*" est omniprésente dans l'esprit de ces nouveaux individus issus de cette transformation sociétale. Par exemple, si une personne parvient à répondre à ses besoins en travaillant à un taux de 30%, en général, elle ne souhaitera pas travailler à un taux plus élevé. L'observation d'adultes qui semblent se satisfaire de travailler le moins possible a directement influencé la perception des jeunes. Confrontés à des modèles adultes qui démontrent une réticence à l'effort au sein du travail, cela a contribué à une culture du travail de moins en moins valorisée.

Ces observations soulignent la complexité des facteurs qui influencent la perception du travail chez les jeunes, reflétant à la fois de changements culturels et sociaux importants. Selon les professionnels interviewés, il est crucial de comprendre ces dynamiques pour promouvoir une vision plus nuancée et inclusive de la valeur du travail au sein de la société actuelle.

C'est pourquoi, Isaïa et Boris estiment qu'il est désormais nécessaire d'adapter l'insertion des jeunes en rupture en proposant de nouvelles méthodes d'intervention qui tiendraient compte de cette nouvelle perception du travail.

Ils suggèrent de mettre l'accent sur des questions de contribution collective et d'utilité publique, en s'appuyant sur des activités dont l'utilité serait palpable aux yeux des jeunes. Il s'agirait de développer quelque chose qui les motiverait à se démenner pour être bénéfiques à la société, en trouvant un sens à leur action.

Lors de notre entretien, ils ont évoqué l'idée de créer un projet d'association visant à rétablir l'importance de certaines notions du travail qui ont été négligées en raison de l'indice de productivité. Il s'agirait de motiver les jeunes à s'investir dans le fait de contribuer au bon déroulement de la vie au sein de leur localité, ainsi que de veiller au bien-être de la population qui y serait établi.

Par exemple, l'idée serait de proposer aux jeunes d'explorer la question de la pénibilité dans certains métiers, afin de réfléchir à la manière dont ils pourraient contribuer à améliorer les conditions pour celle et ceux qui les pratiquent. Cela permettrait de constater une utilité directe, ainsi que de se sentir valorisé à travers la réalisation d'actions concrètes, perceptibles tant par les jeunes que par la population.

Cependant, bien qu'en réalité cette association ait pour objectif de redonner du sens aux jeunes quant à leur intégration au sein de notre société, Boris explique que cette démarche viendrait les contraindre à présenter aux responsables politiques la création d'une association ayant pour principal objectif la réinsertion des jeunes en rupture sur le marché du travail.

Pour la simple et bonne raison que selon lui, une personne désinsérée tout au long de sa vie coûterait en moyenne 1'600'000 francs à la société. Ainsi, si l'on souhaite persuader les responsables politiques de soutenir la création d'un projet visant à aider les jeunes en rupture, il est impératif de centrer cette initiative sur la réinsertion au sein du marché du travail. Cela permettrait de rassurer l'État, qui aspire incontestablement à réduire ses coûts.

Conclusion de l'insertion à travers la valeur travail :

Pour conclure, nous pouvons voir que, comme précédemment, la position hiérarchique dans l'échelle sociale influence grandement la vision que l'on peut avoir de la valeur travail. Pour ce qui est du directeur M. Meyer, elle est un pilier central de l'intégration. Selon lui, s'intégrer dans des schémas de production à travers les ateliers protégés face à la vraie clientèle et de vrais acteurs du paysage économique, favorise l'inclusion et valorise l'individu. Il ne perçoit pas de dérive intrinsèque au système économique, la cause de pression productive, par exemple, vient du fait que les équipes sont mal organisées. Par mal organisé, il entend que celles-ci ne font pas assez d'activités ensemble et que les individus au sein de l'équipe ne sont pas assez indépendants.

Pour les travailleurs sociaux ayant déjà été confrontés aux ateliers protégés, leurs avis sont bien plus nuancés. Même s'ils y voient tout de même quelques points positifs, notamment au travers du fait que le travail apporte un cadre de vie perçu comme positif au regard de la norme. Ils ne sont pas doux non plus et nous ont transmis beaucoup de critiques et de peurs face aux dérives de ce système d'intégration.

Pour le handicap, ils nous ont rapporté voir un délaissement des valeurs humaines pour tendre vers des schémas de productions plus classiques. De plus, selon les professionnels, ce genre de structures rendrait indirectement service aux grandes entreprises, car elles prennent en charge toutes les personnes incapables de travailler dans le marché primaire. Les entreprises n'ont donc pas besoin de changer la façon dont elles traitent leurs employés et de changer les dynamiques désastreuses liées aux mondes du travail. Car il est très utile de rappeler que les personnes sont souvent évincées du marché du travail, non pas car elles sont incompetentes, mais car elles subissent le calcul froid de managers qui ne perçoivent leurs employés qu'en termes de "bénéfice-perte". Ainsi, elles peuvent continuer à faire ce qu'elles savent faire de mieux, du bénéfice. C'est le même schéma habituel qui se répète, les dégâts causés par les entreprises sont payés par l'État et le contribuable.

Les travailleurs sociaux interviewés nous ont également reporté qu'une utilisation de médication qu'ils considèrent comme étant « trop abusive » était faite en atelier. Selon eux, les ateliers veulent imiter les conditions du monde du travail et, par conséquent, le fait que tout le monde doit donner son maximum pour atteindre les objectifs de production. C'est un but déjà compliqué à atteindre pour le commun des mortels, alors il est assez facile d'imaginer comme cela peut être difficilement atteignable pour une population fragilisée. On utilise alors la médication à outrance pour venir à bout du risque de crise sur le lieu de travail, pour garder la face (cela se fait aussi chez le commun des mortels, mais c'est un autre débat), et ceci n'a absolument rien d'éducatif.

Il a aussi été intéressant de voir que selon les éducateurs, les jeunes qu'ils ont rencontrés ne croient plus du tout à la valeur travail, causés par plusieurs facteurs que nous n'allons pas réexpliquer dans cette conclusion. Cependant, il est intéressant de noter que cet "état d'âme" rend encore plus désuets les schémas d'intégration classiques par le travail. Ces jeunes recherchent autre chose, et leur trouver un apprentissage pour les faire rentrer dans la vie active n'est pas une solution viable.

Cette longue critique de la valeur travail nous permet de voir comment la théorie que nous avons émise plus haut s'insère dans la pratique de terrain. Le fait que les élites hiérarchiques l'embrassent complètement démontre, au pire, que cela leur profite, car ils perçoivent plus de subventions en allant dans le sens des volontés politiques et, au mieux, qu'ils sont complètement inconscients des problématiques de terrain. Dans tous les cas, il faut revoir

complètement les schémas hiérarchiques, car rien de constructif n'est à attendre de quelqu'un qui ferme les yeux (volontairement ou non) sur ce qui a du sens dans l'accompagnement.

Nous avons été profondément soulagés de constater que leurs critiques des valeurs bourgeoises rejoignaient les nôtres. Même si ce n'était pas une démarche visant à analyser de manière descriptive le système capitaliste, à la manière de Marx dans *Le Capital* (2008). Remettre en question ces valeurs bourgeoises, qui forment la base sur laquelle repose la bourgeoisie, est une tâche tout aussi cruciale. Car c'est ces valeurs-là que nous devons incarner et transmettre à nos bénéficiaires pour justifier nos subventions (si l'on croit notre analyse théorique). La façon dont ces travailleurs sociaux conscientisent et refusent donc d'incarner ces valeurs dans leur pratique (surtout la valeur travail) constitue déjà un embryon de révolte, et par conséquent, un embryon de sens à la pratique (bien sûr, selon nos standards).

Enjeux éthiques concernant leur pratique :

Dans le cadre de notre recherche, en parallèle de nos questionnements concernant les aspects du travail social qui peuvent être considérés de soupape à l'économie libérale, nous souhaitons interroger les différents acteurs que nous avons rencontrés vis-à-vis de leurs éventuels positionnements éthiques à propos de leur pratique. Il s'agirait également de comprendre leurs motivations à travailler dans ce domaine.

Nous allons d'abord commencer par ce qui a été dit par les directeurs interviewés. Pour M. Meyer, voici ce qui a été rapporté :

“Alors c'est très large comme question. Est-ce qu'en fait le poste correspond à mes valeurs ? Je dirais à 99% oui. Et c'est pour ça aujourd'hui que je prends une satisfaction personnelle dans ma mission de quasi tous les jours.”

“On parlait en fait de valeurs peut-être plus libérales, alors je ne suis pas en train de parler de mes orientations politiques, mais en tout cas dans les logiques de responsabilité individuelle, moi, c'est des choses qui me parlent bien sûr, très clairement. Alors après on peut mettre plein de choses autour de ça et en tout cas voilà parce que...”

Pour retracer rapidement le contexte de son parcours professionnel, M. Meyer était manager dans l'industrie textile, plus précisément dans l'import-export de marchandises textiles. Selon ses dires, il en a un jour eu marre de l'hyperconcurrence, et a voulu mettre ses compétences aux services d'une autre cause. Il s'est donc rapproché du social et a d'abord accepté un emploi de manager chez au sein de son institution, avant de monter quelques échellons.

On peut voir qu'il est très heureux de sa place et ne souffre d'aucun paradoxe éthique au quotidien. Comme il l'explique, les valeurs de l'institution qui sont assez libérales collent parfaitement à ses valeurs personnelles. Comme nous l'avons démontré plus haut, ses valeurs le poussent à croire fermement aux vertus de la responsabilité individuelle et de l'autodétermination, tout cela poussé par la valeur travail. Ce sont des concepts qu'embrasse historiquement cette institution, ce n'est donc pas un hasard s'il se sent si bien dans ce poste.

Pour M. Dubois, voilà ce que nous avons tiré de notre entretien avec lui :

“Bah c'est là que je vous dis que vous vous êtes trompé d'orientation en fait. Le monde éducatif est très différent, c'est-à-dire qu'il est dans un ensemble de normes qui sont imposées sur le plan fédéral.”

“Dans le monde de l'animation, c'est très différent, avec la marge de liberté, on a l'institution la moins normative qui existe.”

M. Dubois, lui, est assez satisfait de l'état de santé de l'animation socioculturelle à Genève. Il nous explique bien que l'éducation est très normée et qu'il est compliqué de sortir du cadre imposé par la confédération. Tandis que l'animation jouit d'une liberté immense, ce qui permet de pouvoir donner du sens à son travail au-delà des conditions imposées par l'État ou le canton. En tant qu'ancien militant très habitué aux milieux associatifs, il nous explique que la liberté est une valeur fondamentale dans l'animation et qu'elle permet vraiment d'aller au contact du peuple et de le sensibiliser à différentes questions, notamment de société. Nous verrons plus tard que ses dires seront corroborés par Isaïa, qui tient un discours assez similaire.

Il ajoutera plus tard que Genève étant une ville riche, il n'a pas besoin de trop batailler pour recevoir des fonds et ainsi créer de multiples projets en lien avec les missions de cette fondation genevoise d'animation socioculturelle.

Pour ce qui est des professionnels de terrain, Estelle nous a partagé son rapport à l'institution pour laquelle elle travaille comme étant un lieu qui lui permet d'être en adéquation avec ses valeurs. Le fait de travailler hors des murs d'une institution lui offre la possibilité d'exercer une grande marge de manœuvre et de se sentir libre quant à la réalisation de son travail. Elle se dit ne pas être obligée d'appliquer à la lettre toutes les injonctions de son institution.

Cette liberté lui permet de mettre au cœur de son intervention les aspects humains, qu'elle considère indissociables au métier du travail social. Dans le cadre de son accompagnement à domicile, elle ne ressent pas l'obligation d'appliquer quoi que ce soit qui serait dicté par son institution, ce qui lui offre l'avantage de construire un accompagnement centré sur le libre arbitre de la personne accompagnée. Au sein de sa pratique, elle dit avoir toujours pris en considération leurs histoires, prenant en compte leurs valeurs en veillant à continuellement respecter ce que désirent les personnes accompagnées et ce qu'elles ne souhaitent pas.

Dans la société actuelle, Estelle observe que souvent, la maladie psychique est vécue comme une honte ou du moins comme une réalité polarisant une panoplie de préjugés au regard du monde. Selon elle, il s'agit d'une population relativement silencieuse et qui rencontrerait des difficultés à s'exprimer, à faire entendre leurs droits. À travers l'exercice de son métier, elle se dit être une présence positive auprès des gens qui vivent avec des fragilités psychiques.

C'est pourquoi, le fait de servir de « porte-voix », de les défendre ainsi que de contribuer au fait qu'ils puissent exister positivement au sein de la société est une réalité d'existence qui la touche particulièrement.

Toutefois, Estelle reconnaît que c'est une chance pour une travailleuse sociale d'être en adéquation avec les valeurs de l'institution pour laquelle elle travaille. En effets, elle a pu observer que dans d'autres secteurs de son institution, ainsi que dans beaucoup d'autres institutions du travail social, cette adéquation n'aurait pas été possible.

En tant que salariée, elle se dit être en souffrance vis-à-vis de certaines visions portées par l'institution qui la paye. Car il est arrivé à plusieurs reprises qu'elle ait le sentiment de ne pas être en accord avec la vision portée par son institution concernant la maladie psychique ainsi que les clefs d'intervention soutenue par celle-ci.

Elle souhaiterait que l'institution qui l'emploie et qui lui permet d'exercer son métier puisse être plus ouverte à certaines visions de la société ainsi qu'à certains types d'accompagnements plus adaptés à la réalité de cette problématique. Selon elle, l'institution pour laquelle elle travaille perpétue indirectement les stéréotypes portés à l'égard des personnes souffrantes de difficultés psychiques. Elle souhaiterait pouvoir envisager cette population positivement, ce qui n'est pas toujours la lecture de son institution.

Estelle nous explique que dans les quatre valeurs phares de son institution, on y trouve l'autodétermination. Toutefois, cela reste une autodétermination très théorique et pas du tout incarnée. Car selon ses dires, l'institution pour laquelle elle travaille partirait d'un postulat qui minimiserait les capacités des personnes souffrantes de difficultés psychiques. Elle nous partage le sentiment que la notion d'autodétermination, dans le cadre de son institution, serait brandie pour « embellir sa vitrine ».

Par exemple dans le cadre de ses accompagnements à domicile, il existe un outil d'autodétermination sous forme de document écrit et construit par la personne accompagnée

sous le regard de son médecin (en santé mentale), afin d'énumérer les comportements que doivent adopter les professionnelles du social en cas de crise potentielle sur leur lieu de vie ou leur lieu travail. Grâce à ce document, la personne accompagnée détermine elle-même ce dont elle aurait besoin si cela devait se produire. Dit autrement, ce document servirait de "directives anticipées" afin de prévenir les crises psychiques en dehors des contextes médicaux.

Cependant depuis cette année, Estelle nous explique que ce document est devenu un impératif demandé par l'institution afin de réaliser le dossier administratif des personnes qu'elle accompagne. Un élément qui a suscité chez elle une certaine aversion et différents questionnements éthiques concernant sa pratique. Car selon elle, une obligation institutionnelle ne constitue pas une action autodéterminée pour les personnes concernées, il s'agit plutôt d'un outil initialement au service des personnes accompagnées, récupérer et détourner pour le mettre au profit de l'institution, afin que celle-ci puisse se protéger de toute responsabilité morale en cas de situations compliquées.

Avant que ce document soit rédigé de manière formelle, et sans le regard des travailleurs sociaux sur le terrain, Estelle avait toujours pris le temps avec les personnes qu'elle accompagne au quotidien, de définir préalablement les conditions d'intervention en cas de potentielle crise ou de souffrances psychiques. Afin de pouvoir définir ensemble ce que la personne accompagnée aurait comme besoins, comme souhaits, mais également pour fixer les comportements indésirables qui susciteraient de la gêne ou du mépris vis-à-vis de son intervention. Cette étape permettait aussi de pouvoir exposer ses propres limites et besoins en tant que travailleuse sociale. Aujourd'hui, elle considère contre-productif que cet outil soit construit sans qu'elle soit consultée. En effets, cela lui pose problème concernant son éthique de travail, car les réponses en cas de crise dans le travail social ne sont pas les mêmes que dans le domaine médical. C'est pourquoi il lui est arrivé à plusieurs reprises de ne pas se sentir en accord avec ce qui était demandé dans ce document.

De plus, Estelle nous partage le fait de ne pas vouloir travailler dans les résidences de son institution en raison des contraintes qui l'éloigneraient de l'humain. Il lui serait impossible de dicter aux personnes qu'elle accompagne la manière dont ils devraient organiser leur façon de vivre, sous prétexte qu'il s'agit de personnes souffrantes de difficultés psychiques. En effets, dans les résidences de l'institution pour laquelle elle travaille, elle observe que l'organisation de la vie des résidents est considérablement dictée par le foyer, que les professionnelles

adoptent une posture “d’exécutants”. Par exemple, l'heure des repas est imposée, le régime alimentaire est défini par l’institution en fonction des problématiques que peuvent vivre les personnes, un couvre-feu est imposé par la structure, etc.

D’après Estelle , une majorité des bénéficiaires vivant dans les résidences de son institution seraient entièrement capables d’organiser leur vie comme ils le souhaitent. Elle part également du principe que ce sont eux les experts de leur situation et qu’il est indispensable de leur faire confiance concernant leur choix de vie. Car selon elle, ils auraient entièrement conscience de ce qui est bien pour eux et de ce qui ne l’est pas. C'est pourquoi il lui serait impossible d’entretenir ce type de relation d’aide, elle aurait le sentiment d’établir une relation de pouvoir sur autrui, ce qui irait à l’encontre de ses valeurs personnelles.

En résumer, la lecture portée par son institution qu’elle considère des plus réductrice concernant la maladie psychique ainsi que la volonté, à des fins de gestion et d’organisation, de contraindre les personnes dans les choix institutionnels plutôt que dans les leurs, est à l’origine des souffrances qu'elle ressent à l’égard de son institution.

En revanche, Estelle nous partage une vision différente concernant certains enjeux éthiques qu’elle a rencontrée au sein de sa pratique, notamment dans le fait de travailler avec des adolescents. La posture “d’exécutant” dans le maintien du cadre institutionnel au sein de foyer pour mineurs semble nettement moins impacter ses valeurs concernant sa pratique. En effets, bien qu’il existe des règles et des normes qui font exister le placement, notamment les placements pénaux qui l’obligent à avoir des réponses uniformes ainsi qu’à exécuter les mesures décidées par la justice, elle n’a jamais eu le sentiment d’exercer de contraintes massives dans la vie des jeunes. Ou du moins, cette contrainte avait un certain sens pour elle.

Elle nous explique que ce changement de regard vis-à-vis de la posture “d’exécutant” dans le cas de foyer pour adolescents est principalement dû au fait qu’Estelle ne perçoit pas les mêmes enjeux que pour des personnes adultes. La réalité d’un mineur n’est pas la même que celle d’un adulte, c’est pourquoi elle considère que le maintien d’un cadre strict chez les plus jeunes permettrait de les aider à se structurer. Il ne s’agirait pas juste d’une simple exécution de règle imposée par le foyer, mais un devoir au bon développement des jeunes. Elle amène la notion d’adoption de mesures de protection, qui serait nécessaire dans l’accompagnement des mineurs.

Pour ce qui est du rapport d'Estelle quant au travail comme facteur de socialisation, son regard premier était basé sur la définition de l'OMS (Organisation mondiale de la santé). Selon Estelle, cette définition introduit la santé mentale comme étant un équilibre de bien-être biologique, psychologique et social. Ainsi qu'une activité si possible rémunérée participe à cet équilibre psychique en offrant une place au sein de la société ou d'une communauté.

Une définition qui lui a été confirmée par ses expériences de terrains. En effets, comme exposé lors du point traitant de *L'insertion à travers une valeur travail*, elle observe lors de son accompagnement à domicile, que les personnes qui fréquentes des ateliers protégés son heureux de pouvoir participer à la vie professionnelle.

À travers le travail, d'un point de vue personnel : les personnes se réalisent, elles se prouvent qu'elles sont capables, qu'elles ont les capacités de tenir un rythme et de répondre à des demandes... En bref, cela renforce l'estime de soi.

D'un point de vue collectif : cela permet d'entretenir des relations sociales, de faire rencontre auprès d'autrui, d'être confronter à la collaboration en équipe et de conscientisé certains rapports de pouvoirs... En bref, cela renforce le sentiment d'appartenance à la société.

À ce stade, et au même titre qu'Estelle, nous considérons que ces éléments sont indéniablement des vecteurs de socialisation.

Nous trouvons intéressant de souligner qu'aux yeux d'Estelle, le mot "travail" incluait également toute activité non rémunérée, considérer comme ludique, artistique ou sportive. Car les éléments que nous venons de définir quant au travail comme vecteur de socialisation, se retrouvent à quelques exceptions près, au sein d'une activité non rémunérée.

Toutefois, elle réalise aujourd'hui que cette prestation est loin du modèle socioprofessionnel qu'elle concevait au départ pour la population qu'elle accompagne. En effets, nous pouvons voir que l'insertion à travers une valeur travail, comme elle est appliquée actuellement, est loin d'être une activité ludique, artistique ou sportive. Il s'agit en réalité d'atelier réfléchi et organisé de plus en plus au même titre que des secteurs de production ordinaire.

Une réalité de gestion qui n'est pas en adéquation avec ces valeurs, ni avec celles de Boris et Isaïa, nos deux autres participants de terrains à cette enquête.

De manière générale, l'inadéquation des ateliers protégés vis-à-vis de leurs valeurs respectives ainsi que les dilemmes éthiques en lien avec cette pratique se trouve dans l'encadrement et la gestion de ces ateliers.

Car comme expliqué également dans le point traitant de *L'insertion à travers une valeur travail* : Estelle , Isaïa et Boris observent une substitution des valeurs humaines pour tendre à des schémas de production classique.

Selon eux, les ateliers protégés devaient initialement être un outil au service d'une prestation sociale et non pas des lieux uniquement axés sur la productivité. Car l'accroissement de l'indice de production au sein de ces ateliers pousserait les professionnels à ne plus prendre en compte la réalité d'existence des personnes souffrantes de difficultés psychiques.

Estelle nous explique que selon elle, derrière la manifestation d'une crise, d'une angoisse au travail ou de potentielles plaintes, il y aurait un besoin d'être entendu et validé. Ou du moins, être prise en compte pour ce qu'ils sont et non pas comme des employés lambdas. Pour elle, ne pas considérer une personne pour ce qu'elle est, mais pour ce qu'elle fait, est incompatible avec le sens qu'elle perçoit dans son métier.

De plus, elle suscite le questionnement : "À qui cela sert-il ?" et partage sa perception de l'insertion par le travail telle qu'elle est actuellement appliquée, la considérant non pas comme étant au service d'une prestation sociale favorisant les bénéficiaires, mais plutôt comme une prestation qui serait favorable aux institutions. Car à travers l'augmentation de l'indice de production, il y aurait une volonté des institutions d'accroissement du rendement économique. Elle nous partage également son questionnement concernant cette application de l'insertion par le travail qui servirait aussi afin de rassurer les familles, et notamment les parents, vis-à-vis de la situation de leur enfant et de son intégration au sein de "la norme". En effets, la question du travail étant encore centrale pour une majorité de la population, le fait de pouvoir observer que leur enfant pratique une activité dite professionnelle serait "une valeur normalisante" quant à l'intégration sociale de leur enfant.

Pour ce qui est du point de vue de Boris concernant les enjeux que nous venons d'exposer, il observe que finalement, au même titre que Estelle , ce n'est pas tant l'insertion du public souffrant de difficulté psychique par le biais du travail qui est problématique. Mais plutôt la manière dont tout cela est entrepris.

Pour ce qui est de sa pratique dans le cadre des résidences : les différentes contraintes que nous avons exposées, l'obligation de travailler en ateliers pour bénéficier d'un logement, le fait d'utiliser certaines médications à des fins de "camisole chimique", le renforcement du regard péjoratif concernant ce public ainsi que la lecture institutionnelle réductrice de la maladie psychique l'ont poussé à déposer sa démission.

Un élément qui démontre que pour certains travailleurs du social, l'application de ces mesures ne sont pas compatible avec leurs valeurs. Toutefois, nous vous exposerons à la suite de ce point que Boris perçoit tout de même de l'importance à exercer une fonction dans le domaine du social, mais uniquement avec un public en libre adhésion.

Pour continuer ce point concernant les enjeux éthiques perçus dans la pratique des professionnels de terrains interviewés, nous vous proposons à présent de nous pencher sur le ressenti d'Isaïa dans le cadre de son emploi de travailleuse sociale hors murs au sein d'une commune périphérique du canton de Genève.

Afin de mieux comprendre les enjeux qu'Isaïa perçoit dans le cadre de sa pratique, nous trouvons important de souligner qu'elle est membre d'un parti politique influant, classé de gauche radicale sur l'échelle politique. Dans le cadre de cette campagne, Isaïa est une militante profondément anticapitaliste et investit une grande partie de sa vie privée au service de la lutte des classes.

Pour commencer, Isaïa rejoint notre idée d'actions palliatives au sein du travail social dans le cadre de sa pratique. Au même titre que pour les problématiques exposées précédemment concernant les ateliers protégés, elle nous explique qu'une grande partie de son intervention ne traite pas les problématiques de fonds, afin de pallier à une réelle adaptation de la société. C'est pourquoi, elle nous fait part d'un questionnement persistant dans le cadre de sa fonction : *"Jusqu'où allons-nous accepter l'inaction des politiques ?"*.

En effets, elle nous explique que si la commune pour laquelle elle travaille lui permet d'exercer son métier de travailleuse social hors murs, c'est principalement pour éviter de grosse dépense étatique qui servirait à soigner les véritables les problématiques engendrées par le système économique tel qu'il est appliqué.

Elle nous partage le regard de sa pratique comme étant une forme de "bras non armé de l'état", de "nettoyeuse de rues" au service de sa commune. Peut-être que les termes employés

sont un peu forts, car nous verrons par la suite que l'exercice de son métier, au même titre que Estelle, lui apporte de grandes libertés dans la réalisation de celui-ci, ainsi qu'une grande satisfaction personnelle. Et ce malgré son engagement politique qui vise à lutter contre le système économique capitaliste. Un système largement instauré dans notre pays et évidemment, dans la commune pour laquelle elle travaille. Mais pour l'instant, restons sur les questions d'actions palliatives et de soupape au système économique néo-libéral qu'Isaïa perçoit à l'égard de sa pratique.

Elle décrit une partie de son intervention que nous pouvons considérer comme étant une forme "d'action canalisatrice", qui viserait à atténuer les tensions parfois présentes au sein du quartier où elle travaille. Par exemple, la commune lui demande souvent, voire toujours, d'aller régler les plaintes liées aux questions d'occupation de l'espace public causé par les jeunes. Car les jeunes de ce quartier traînent et errent dans les rues, souvent dans des endroits très proches des habitations. Ce qui causerait selon les certains habitants du quartier de fortes nuisances sonores. En faisant cela, elle a l'impression d'être utilisée afin d'aller "balayer devant les portes", sans répondre à la réelle problématique de fonds : le manque de structures adaptées qui permettraient réellement de lutter contre l'exclusion de ces jeunes.

Une fois de plus, on peut observer que les mesures retenues dans l'élaboration de l'intervention en travail social sont prises afin de prévenir les dépenses étatiques. Car en effet, ouvrir un ou deux postes de travail social hors mur, coûte évidemment moins cher que d'assurer la construction, l'entretien et la fonctionnalité d'une structure plus adaptée. C'est pourquoi, il arrive à Isaïa d'avoir le sentiment de servir la commune ainsi que les habitants plaignants, et non pas le public principalement ciblé par sa fonction : les jeunes souffrants d'exclusion.

De plus, Isaïa nous explique qui suite aux transformations sociales de ces dernières années, notamment à travers l'évolution du regard des jeunes porté sur le travail que nous avons étayé précédemment, la lecture établit par les politiques vis-à-vis des jeunes quant aux besoins de leur intégration à la société ne serait plus compatible avec la réalité de ce public.

Bien qu'Isaïa observe que la valeur travail semble de moins en moins perceptible aux yeux des jeunes, elle nous partage que les magistrats de sa commune semblent des plus attachés à l'intégration de ce public par le biais d'une réinsertion sur le marché du travail. Une mesure

d'intégration qui nous semble incompatible avec la lecture qu'Isaïa porte à l'égard de cette intervention ainsi que du discours qu'elle livre en politique.

En effets, Isaïa nous explique que quelque part, en veillant à ce que les jeunes puissent réintégrer une formation, être éligibles à un emploi et donc de pouvoir intégrer la société par le biais du marché du travail, cela se traduit par le fait de les pousser à devenir compétitifs et performants. En d'autres termes, il s'agirait d'appliquer le modèle néo-libéral afin de les "remettre dans le moule".

C'est pourquoi nous nous sommes demandé comment se fait-il qu'Isaïa accepte de lutter contre l'exclusion de ces jeunes, avec comme principale intervention de leur proposer des clefs qui permettraient de pouvoir les insérer sur le marché du travail, et donc de perpétuer les rouages du capitalisme.

Nous trouvons sa réponse des plus pertinente, elle nous partage une lecture de sa pratique que nous pouvons considérer de "cheval de Troie". Car selon elle, si nous avons la volonté de combattre un système, il est impératif de l'intégrer et d'y lutter de l'intérieur, dans le but de le comprendre et de l'analyser, afin de revendiquer des changements basés sur des observations concrètes et réalisables. C'est pour cette raison qu'Isaïa a accepté de faire les études supérieures qui lui étaient demandées, pour ensuite intégrer un poste d'employée communale.

L'exercice de sa pratique lui offre la possibilité d'entretenir des relations sur tous les niveaux de l'organisation sociale. Que ce soit auprès des politiques ou de la population dans son ensemble, son intervention lui permet d'accéder à une pluralité d'acteurs présents au sein de notre système social.

C'est pourquoi, si Isaïa accepte de vêtir cette casquette, c'est bien sûr car elle a l'obligation répondre à la demande de ces employeurs constitués des magistrats de sa commune. Mais également pour axer son intervention, de manière officieuse, sur d'autres aspects que l'insertion des jeunes sur le marché du travail.

Car malgré son observation de la mauvaise lecture des magistrats concernant les besoins des jeunes quant à leur intégration sociale, elle nous explique que de réussir à transformer le regard des politiques demande énormément de temps. Il y a la nécessité de les convaincre, de leur « prouver » que notre analyse du terrain est fondée, l'obligeant à développer une relation de confiance vis-à-vis des politiques sur une durée pouvant s'entendre sur plusieurs années.

Donc en attendant, elle dissimule ces réelles intentions dans la réalisation de ce qui lui est demandé par la commune.

À ce stade, vous vous demandez certainement qu'elles sont les réelles intentions d'Isaïa dont on vous parle. C'est pourquoi nous allons y répondre à la suite de ce paragraphe. Celles-ci s'appliquent par le biais de différentes interventions, que ce soit auprès des jeunes, du reste de la population, ainsi que des politiques pour lesquelles elle travaille.

Tout d'abord, Isaïa nous partage une lecture de sa pratique qui lui permettrait de faire de l'éducation populaire auprès des jeunes et de la population dans la commune où elle travaille. Le fait de travailler hors murs lui offre la possibilité d'aller rencontrer les différents acteurs du quartier pour leur donner des clefs de lecture concernant leur problématique.

En effets, elle nous explique que l'éducation populaire est un concept qui englobe diverses pratiques éducatives visant à démocratiser le savoir, à favoriser l'autonomie individuelle et collective, ainsi qu'à promouvoir la participation citoyenne. Elle se veut accessible à toutes et tous, indépendamment du statut socio-économique. Il s'agit d'une intervention qui vise à émanciper la population en renforçant leur capacité à penser de manière critique, à remettre en question les normes établies ainsi qu'à participer activement à la vie en société.

En appliquant cette méthode, Isaïa permet aux jeunes de devenir expert de leur situation, de pouvoir comprendre les rouages du système économique et d'appréhender les schémas d'oppressions auxquelles ils sont confrontés. En d'autres termes, il s'agit de leur permettre d'entamer une démarche de conscientisation concernant leur parcours ainsi que leur situation.

Cette intervention n'est pas seulement destinée aux jeunes selon Isaïa, elle est aussi appliquée sous forme de prévention auprès des habitants plaignant, afin de leur fournir une perception moins péjorative, qui est souvent stéréotypée, concernant la situation des jeunes du quartier. Elle espère permettre aux habitants de comprendre les raisons pour lesquelles ces jeunes se retrouvent en situation d'exclusion ainsi que les facteurs qui les conduisent à passer du temps « en bas de leur hall ».

Ensuite, Isaïa nous explique que sa fonction de travailleuse sociale hors murs lui permet également de dégager de réelles problématiques observées sur le terrain, ainsi que de potentielles demandes identifiées auprès du public avec lequel elle travaille. Dans le but de pouvoir les remonter aux politiques ainsi que d'appuyer l'élaboration d'une intervention

concrète et qui aurait plus de sens à ces yeux. Une pratique qui lui permet d'œuvrer dans l'amélioration de cadre de vie au sein de ce quartier ainsi que de veiller à ce que la population locale soit consciente des enjeux de leurs situations.

Ajouté à cela, lors des négociations qu'Isaïa exerce avec les politiques dans le cadre de sa fonction, elle cherche également à démontrer aux magistrats de sa commune que les actions sociales sont favorables pour traiter les questions liées aux problématiques causées par la jeunesse. Engagée politiquement depuis de nombreuses années, elle a observé que certains politiciens adoptent un discours axé sur l'insécurité croissante dans le canton de Genève, prônant ainsi un renforcement des forces de police pour faire face aux problèmes rencontrés dans certains quartiers. Cependant, selon elle, la répression n'est pas la solution appropriée. À travers son intervention sur le terrain, elle s'efforce de montrer au magistrat qu'il est essentiel de persévérer dans la voie sociale plutôt que d'opter pour un accroissement de la répression policière.

Toutefois, Isaïa a conscience que ce qui lui permet d'exercer sa fonction de cette manière, c'est car au même titre que Estelle, l'autorité qui l'emploie lui permet de prendre de grandes libertés dans la façon de réaliser son intervention. Elle nous partage que malgré le prescrit qui vise essentiellement à insérer les jeunes sur le marché du travail. Cette liberté lui offre la possibilité d'orienter son intervention sur des approches qui ont plus de sens à ces yeux.

Par exemple, elle nous partage le fait que ses rapports d'intervention sont rédigés à titre indicatif, ceux-ci ne sont pas considérés comme un outil de contrôle qui servirait à quantifier et évaluer l'impact de son intervention. Cette liberté organisationnelle lui permet également de passer du temps avec les jeunes, afin de les comprendre et de faire en sorte qu'eux aussi, vis-à-vis d'eux-mêmes, ils arrivent à se comprendre. Et comme Isaïa nous explique très justement, la commune ne peut pas avoir d'emprise sur ce qui est discuté avec les habitants, un élément qui lui offre aussi une marge de manœuvre très large quant à la façon de construire son intervention.

Cependant, Isaïa nous explique que si elle a ressenti des plus positifs pour la commune où elle travaille, c'est car elle a pu développer une relation de confiance avec les politiques. Elle se sent donc soutenue par les magistrats qui l'emploient. Elle nous partage le fait d'être consciente que dans d'autres communes, les politiques ont une autre lecture des métiers du travail social. Par exemple, Isaïa a pu observer dans une commune voisine que chacun des

rapports écrits par les travailleurs sociaux sont transférés à la police. De plus, cette commune quantifie et évalue l'impact du travail social au sein de son territoire pour probablement appuyer d'autres méthodes plus répressives si le quota n'était pas atteint. Si ces méthodes étaient appliquées dans le cadre de sa fonction, elle n'aurait pas le même ressenti à l'égard de sa pratique. Elle nous partage explicitement que si cela devait arriver dans la commune où elle exerce, il ne serait plus possible pour elle d'y travailler. Elle ne souhaitait pas contribuer à cela.

Étant donné qu'Isaïa et Boris proviennent tous deux de milieu militant, nous trouvons intéressant de souligner que selon eux, leur engagement en travail social s'intègre dans la continuité de leurs engagements militantistes.

Isaïa nous explique que dans la construction de son engagement en politique, elle a axé celui-ci sur deux temporalités différentes. Premièrement, il y a ce qu'elle définit comme étant un engagement sur du long terme, qui est de faire de la politique dans le cadre de son parti. Deuxièmement, il y a ce qu'elle définit comme étant un engagement sur du court terme, afin de lui permettre de *“se regarder dans un miroir le matin”*, qui est de faire du travail social, à sa façon, dans un monde capitaliste. Une stratégie que Boris rejoint également.

Ils nous partagent tous deux qu'au sein du système actuel, nous avons de gros impératifs financiers : payer notre loyer, nos assurances, la nourriture... etc. C'est pourquoi ils ont décidé de s'engager dans le travail social, car selon eux, *“c'est le moins pire que l'on peut effectuer pour pouvoir bouffer”*.

De plus, à travers leur fonction en travail social, ils ont le sentiment de contribuer à leur engagement dans leur volonté de transformation sociale. Selon eux, le fait de travailler dans le domaine du social leur offre l'occasion d'entrer en contact avec différents acteurs de la société, ce qui leur permet d'être constamment en lien avec la population afin de réfléchir ensemble sur l'avenir d'une société plus juste et inclusive.

Ils nous expliquent que c'est le bon endroit pour faire changer les esprits. Car généralement, dans nos entourages respectifs, nous sommes avec des gens qui ont compris, on ne s'entoure de personne qui nous ressemble et qui pensent comme nous, donc des convaincus.

Dans la vie de tous les jours, c'est difficile d'approcher les gens pour questionner le système tel qu'il est appliqué. Avec le travail social, tu es directement en contact avec les gens. Sans

vouloir faire du prosélytisme politique, cela leur permet d'apporter différentes clefs de lecture et d'analyse, afin d'éveiller quelques démarches de conscientisations.

Enfin, lors de notre entretien, Isaïa a partagé un élément marquant de ses débuts dans le domaine social. Elle a expliqué avoir traversé une période de désillusion concernant la prise en compte des enjeux de certains professionnels vis-à-vis de leur pratique. Ainsi qu'une période de désillusion vis-à-vis de la question du militantisme au sein du travail social. Avant de s'y engager, elle était persuadée que les praticiens de ce domaine étaient des individus profondément militants et investis dans les questions de justice sociale. Elle pensait entrer dans un domaine où de véritables perspectives permettraient d'apporter un changement significatif.

Toutefois, dès lors de ses premières expériences, elle déchantait et réalisait qu'en vérité, beaucoup de travailleurs sociaux ne rejoignent pas son engagement militant. Afin d'illustrer son propos, elle nous livre deux exemples qui lui sont arrivés au commencement de sa carrière.

Tout d'abord, dans le cadre d'un de ses anciens emplois au sein d'une institution genevoise, elle nous explique que son équipe observait le fait qu'ils étaient en train de perdre leur convention collective de travail. Suite à cela, Isaïa était persuadée que cela engendrerait des contestations notables, qu'il y aurait des revendications de la part de son équipe. Mais ce n'était malheureusement pas le cas. Elle a pu observer que finalement, aucun de ces collègues n'a souhaité réagir.

Ajouté à cela, par le passé, Isaïa a été confrontée à l'application abusive de certaines médications, dans le cadre d'un atelier protéger (élément que nous avons pu exposer précédemment). Elle dit s'être rendu compte de la malhonnêteté de certains collègues vis-à-vis des familles de personnes souffrantes de difficulté psychique. Elle nous partage le fait d'avoir entendu certains professionnels du social tenir un discours banalisant cette médication abusive, la rendant complètement normale aux yeux des familles. Leur expliquant que la personne a parfois besoin d'être « contenue » afin de réaliser les tâches qui lui sont demandées. Alors que selon elle, ces mêmes collègues étaient conscients de l'utilisation palliative de ces médications.

Des expériences qui lui ont fait violence à son arrivée dans le social. Elle dit avoir réalisé que beaucoup de professionnels du social « *sont formatés comme de bons petits soldats au service de leur institution* ».

C'est pourquoi, après avoir été confronté à ce genre d'expérience, Isaïa nous explique qu'elle s'est vue énormément découragée dans cette voie, elle s'est demandé à de nombreuses reprises si sa place était réellement dans le fait d'exercer un métier dans le domaine du social.

Cependant après avoir réfléchi à ces questions, au même titre que de notre comparaison de sa pratique en « cheval de Troie », elle a décidé d'y rester afin de lutter pour faire évoluer certaines pratiques institutionnelles qu'elle considère inacceptables, ainsi que pour veiller au maintien des droits du travail qui ont été débloqués par nos prédécesseurs dans ce domaine à travers leurs engagements et leurs revendications passées. Autrement dit, selon elle, les démarches de conscientisations qu'elle souhaite faire émerger auprès du public avec lequel elle travaille s'opèrent également auprès de certains professionnels qu'elle considère désinvestis de leur pratique et des enjeux éthiques que cela peut causer.

Conclusion des enjeux éthiques concernant leur pratique :

Pour conclure ce point traitant de divers enjeux éthiques perçus par les praticiens que nous avons rencontrés, nous pouvons observer que certaines pratiques d'interventions, ainsi que certaines visions institutionnelles, ne sont pas en adéquation avec les valeurs prônées par ces professionnels du terrain.

Pour commencer, la transformation des institutions sociales en entreprises intégrant diverses dérives managériales ainsi qu'une récupération d'outils au service des bénéficiaires pour les mettre au service de la sécurité institutionnelle est vivement critiquée.

De plus, les questions liées aux différentes actions palliatives que nous avons évoqué, à l'appui de leur lecture concernant les contraintes de certains publics à des fins de gestion et d'organisation, la médication abusive ainsi que l'élaboration d'interventions ne traitant pas les problématiques de fond sont également des causes de leur inadéquation avec leurs valeurs personnelles.

Enfin, la lecture institutionnelle des plus réductrices de certains publics ainsi que la faible prise en compte de leurs capacités suscitent un certain mépris chez nos praticiens interviewés. Des enjeux qui ont parfois poussé des professionnels à quitter certains secteurs de ce

domaine, comme pour le cas de Boris, qui s'est senti obligé de quitter son emploi afin de s'orienter vers une fonction auprès d'un public différent, avec une intervention basée sur le concept de libre adhésion.

Cependant, nous trouvons à ce jour que finalement, ce ne sont pas les demandes du prescrit qui revêtent la plus grande importance, mais la façon dont les professionnelles les interprètent et les mettent en pratique sur le terrain. Car de manière générale, le travail social offre de grandes libertés quant aux méthodes de réalisation de leur intervention. En effet, les professionnels nous font part d'une lecture qui leur permet de se sentir en accord avec leur engagement personnel.

L'exercice de leur fonction en travail social leur offre la possibilité d'orienter leur pratique vers des aspects qu'ils considèrent souvent comme plus importants que la mission première qui leur est assignée. Cela leur donne l'opportunité de placer au cœur de leur intervention les publics avec lesquels ils travaillent, sans négliger les aspects humains qui sont souvent, selon eux, de moins en moins pris en compte par les institutions. Cette approche permet d'envisager ces publics de manière positive ainsi que de comprendre leur réalité d'existence, dans le but de favoriser une véritable intégration sociale, ou du moins de tendre vers cet objectif.

Il est également question d'entretenir des liens avec une pluralité d'acteurs de notre société afin de remonter de réelles observations de terrain aux politiques et de soutenir des projets d'amélioration concrets.

Ajouter à cela, leurs interventions visent à susciter des démarches de conscientisation tant chez les publics concernés que parmi les travailleurs sociaux qui pourraient se sentir moins concernés par les questions d'inclusion, d'injustice sociale et des enjeux de leurs pratiques. Il s'agit aussi de s'investir en vue de potentielles évolutions normatives et de lutter contre l'exclusion ainsi que les stéréotypes à l'égard de certains publics.

Pour finir, l'idée que nous retenons de manière significative et que si nous avons la volonté de lutter contre un système quel qu'il soit, il est nécessaire d'y être intégré afin de le comprendre dans sa globalité et de rendre légitimes nos revendications, basées sur des analyses concrètes.

La différence des enjeux éthiques entre les directeurs et les professionnels de terrain est criante. Si nous avons beaucoup plus écrit et approfondi les conflits internes des

“pratiquants”, c’est car nous avons clairement perçu que ces questionnements les tiraillaient profondément. Les directeurs semblaient, appuyés par leurs propos, complètement détendus à l’idée de faire ce travail. On se demande naturellement, pourquoi une telle différence ? La logique voudrait que plus un poste a de responsabilités, plus il fait face à des dilemmes éthiques mettant les nerfs à dures épreuves, ce n’est pas le cas dans notre échantillon de travailleurs interviewés. Nous pensons que cette différence, en lien avec nos écrits, vient de deux raisons. La première, c’est que les rapports hiérarchiques de la plupart des grosses institutions genevoises et leurs moyens de se financer déconnectent complètement la direction du terrain. Symboliquement, leurs bureaux ne sont même pas dans le même bâtiment que les lieux de vies / ateliers de leurs institutions (dans le cas de cette institution, le bâtiment administratif est à côté d’un lieu de vie, mais le symbole de différenciation est déjà palpable.). Ensuite, nous avons pu voir dans nos entretiens que leur rôle est surtout d’être l’image de l’institution, de gérer les décisions “macro” et de trouver des fonds, ils sont complètement absents des microdécisions de terrain. Pour beaucoup de directeurs, ils n’ont même jamais occupé des postes de terrains.

Ensuite, nous pouvons voir, c’est très flagrant chez M. Meyer, qu’il est complètement en accord avec les valeurs bourgeoises. Cela simplifie drastiquement les enjeux éthiques auxquels il peut faire face. Il est tout à fait à sa place et jouer le jeu politique ne l’embête pas, car il est tout à fait persuadé (à tort ou à raison) que cette direction sociétale est la bonne. Choses vis-à-vis desquelles nos pratiquants sont beaucoup plus frileux. Car ils voient dans leurs quotidiens, les revers négatifs de ces pratiques, nous les avons longuement expliqués. Peut-être que le travail social irait mieux (et beaucoup d’autres domaines d’ailleurs) si les dirigeants passaient quelques mois sur le terrain pour comprendre un peu quelles conséquences ont leurs choix .

Cette analyse des enjeux éthiques nous a grandement passionnés. Elle nous a aussi permis de jeter un nouveau regard sur le social. Ce que nous questionnions volontairement dans ces entretiens, c’est quel sens les travailleurs donnaient à leurs pratiques, qu’est-ce qu’il les faisait se lever le matin ? Sur le point d’avant, nous avons pu voir que les pratiquants remettaient clairement en cause les valeurs bourgeoises et consensuelles, surtout la valeur travail. Il était donc d’autant plus pertinent pour nous, en lien avec nos questionnements personnels et une vision de la pratique similaire à la leur, de comprendre comment ils se motivaient à continuer dans ce domaine. Même s’ils n’avaient pas eu l’occasion, comme

nous, d'avoir eu du temps alloué à cette recherche et ces questionnements, leurs réflexions étaient tout à fait pertinentes. Ils étaient tout à fait au courant de ce qu'était la fonction de leur profession et étaient arrivés aux mêmes conclusions que nous.

Ce qui donne le plus de sens à cette réflexion, selon nous, c'est les réponses que nous avons eues vis-à-vis du sens qu'ils donnent à leurs actions. La façon dont ils s'insèrent dans ce que nous nommons "des espaces de luttes", loin du regard "contrôlant" des politiciens et des managers. Ces moments de plus en plus rares, où nous sommes seuls avec un bénéficiaire, où nous pouvons discuter de n'importe quel sujet, c'est là que notre travail a du sens.

Car, même si notre fonction pragmatique et utilitariste (dans le sens du courant idéologique de l'utilitarisme) dans ce système, est de réintégrer les bénéficiaires dans l'ensemble des rapports qui ont été nommés plus haut, nous avons quand même une place privilégiée. En effet, c'est bien nous, travailleurs sociaux, qui sommes face à ces personnes concrètement, pas les dirigeants. Il en incombe à nous de décider quelle forme va prendre notre intervention et c'est bien ce qu'avancent les professionnels du social. Si nous arrivons, nous, à approfondir nos questionnements et nos interrogations intrinsèques à notre fonction, à sortir un peu la "tête de l'eau", pour comprendre quel est notre rôle, notre fonction. Si nous arrivons à nous émanciper des valeurs "consensuelles" et "bourgeoises" qui servent, comme nous l'avons démontré plus haut, simplement à faire accepter au peuple le statu quo. Mais qui ne sont en aucun cas un moyen de "s'intégrer et d'avoir une vie heureuse". Nous arrivons donc à comprendre quels sont les rapports de force en place et, par conséquent, de se rendre compte qu'il ne faut rien attendre de ceux qui nous subventionnent, car nous ne servons pas le même dessein. Paradoxalement, tout le sens de l'intervention et du travail social se situe, selon nous et nos trois professionnels, lorsqu'il a été libéré de ce pour quoi il est financé.

À la manière d'Isaïa et de Boris, nous pouvons faire "semblant" de satisfaire les exigences des managers et des directeurs, tout en essayant de donner aux jeunes, une autre vision politique et humaine. De leur expliquer que le salut d'une vie ne se trouve pas forcément dans la quête insatiable de richesse et de les inviter à chercher un ailleurs. Ou la manière d'Estelle, d'échapper aux murs, à tout ce qu'il y a "d'enfermant" dans une institution, et de pratiquer, dans la liberté, ce qui a du sens pour elle.

Ce que nous ont permis de mettre en lumière ces entretiens, ce que nous sommes en contact des déshérités, des laissés-pour-compte et des marginaux, et que si nous sommes assez malins et cultivés, nous pouvons avoir un impact concret sur des changements plus profonds.

Conclusion

Synthèse des résultats :

La problématique à laquelle nous avons tenté de répondre est la suivante : “En quoi le travail social est-il une soupape du capitalisme ? Et comment les travailleurs sociaux se sentent-ils vis-à-vis de cela ?”.

Elle est la concrétisation de questionnements que nous portons, auteurs, depuis un certain temps, tout au long de notre formation. Nous avons vu notre naïveté juvénile s’effriter petit à petit quant au sens que prenait l’intervention aujourd’hui. Selon nous, elle était incomplète, palliative. De plus, beaucoup de travailleurs plus expérimentés que nous, nous livrait le même constat, se plaignant de surcroît, de l’inaction politique vis-à-vis de leurs demandes. Sentant notre envie de continuer dans ce domaine diminuer de jour en jour, car elle était en grande partie basée sur l’envie d’aider les gens moins chanceux que nous, d’opérer des changements profonds dans ce système inégal et de ne pas s’user à travailler dans un domaine sans aucuns sens.

Notre intuition, grandement causée par des convictions politiques préexistantes, était que le travail social servait le système économique en place. Même si certains professeurs le drapaient de bonnes intentions avec des concepts que nous trouvions complètement superficiels. Cependant nous n’arrivions pas à l’expliquer concrètement sans donner des “lieux communs” sans base vérifiable. C’est pourquoi nous avons voulu utiliser le temps de réflexion allouer à ce travail pour approfondir ces questions. La première étant de comprendre quels étaient les liens entre le travail social et le capitalisme. La deuxième, plus personnelle, étant de savoir si les travailleurs ressentent ce manque de sens, et, si oui, comment font-ils pour se lever le matin, en dehors du simple besoin d’avoir des rentrées d’argent.

Nous avons répondu à notre problématique de deux façons, la première partie d’une façon théorique et la deuxième d’une façon empirique, voici nos résultats :

À la question : “En quoi le travail social est une soupape du capitalisme ?”, nous avons d’abord effectué un travail historique et généalogique afin de déterminer les causes de la création des pratiques actuelles. Ce que nous avons découvert c’est qu’historiquement, la plupart des interventions étatiques ou de la classe dirigeante (avant la création des nations dans leur définition actuelle) vis-à-vis des pauvres et des marginaux ont toujours servi le même dessein : répondre à des besoins productivistes ou à des tentatives de sapper le *statu quo*. C’est aussi opéré à travers le temps, tout un travail de “désinformation” sur les conditions qui amènent à la pauvreté et à la marginalité pour alimenter et justifier les actes ci-dessus. Selon nous et les intellectuels chez qui nous avons été chercher des sources de réflexion, les ancêtres de nos institutions actuelles n’ont été créés que pour enfermer et contrôler cette population en marge des carcans économiques et sociaux en place.

Nous avons aussi fait ressortir le fait que les seules actions qui ont, encore une fois selon nous, rendu vraiment service à cette population (et pour certaines, à la population en générale) venaient du “bas”. Le socialisme et le christianisme ont donc tout fait pour sapper l’image déplorable que la classe dirigeante avait construite de la pauvreté et de la marginalité et aussi mis en place des actions et des institutions qui ont vraiment permis à certaines personnes de s’émanciper réellement.

Nous avons pu démarrer le point central de notre analyse théorique avec des enjeux clairs. Il y a historiquement un rapport de force entre ceux qui veulent contrôler la pauvreté et la marginalité par volonté productiviste et par peur d’un soulèvement, et ceux qui veulent créer une unité populaire par dignité et par volonté d’émancipation.

Après avoir défini ce qu’est le capitalisme et ses paradoxes, nous nous sommes concentrés sur les dynamiques qui poussaient une partie de la population à terminer dans les rouages du système social. Bien qu’il y a une multitude de raisons d’avoir recours à celui-ci (peu importe sa forme), nous avons découvert qu’il y a un souvent un dénominateur commun à toutes ces personnes : le statut socio-économique. Il était important de démontrer que le système économique et social, dans les valeurs qu’il défend, créait, de par sa nature profondément inégale, des déterminismes sociaux qui vont pousser toujours les mêmes types de personnes à avoir recours à l’aide sociale. Ceci pour avancer le fait que c’était le système lui-même qui créait de la marginalité et de la pauvreté et que toute action qui ne va pas dans le sens de la réduction, voir l’annihilation des inégalités de classe ne réglera pas ces problématiques et ce qui en découle.

Ensuite, en montrant l'éventail des interventions qui sont validées et subventionnées par l'État, il est clair qu'elles ne vont pas dans le sens énoncé plus haut, et par conséquent, sont, selon nous, palliatives et court-termistes.

À cette étape du processus de réflexion, nous avons naturellement mis en lien ce constat avec les résultats que nous avons eu dans notre contexte historique. Il semble clair aujourd'hui que le travail social comme il est financé et pratiqué sert le même dessein qu'auparavant. Il corrige les erreurs et les conséquences du système inégalitaire dans lequel nous vivons, d'une manière douce.

Notre réponse à notre problématique est donc la suivante : la fonction du travail social dans notre économie capitaliste est d'être un "correcteur-pédagogue". Notre rôle est d'intégrer tous les éléments marginaux et potentiellement perturbateurs dans la norme sociale et dans des logiques productivistes. Ceci pour trois raisons : Premièrement, d'éviter une alliance entre prolétaires et sous-prolétaires. Deuxièmement, pour "nettoyer" les villes, acheter la paix sociale en appliquant un pouvoir normatif sur ces populations rejetées. Troisièmement, intégrer ceux qui le peuvent dans des rapports de productions permet de combler des manques à gagner.

La deuxième partie de notre problématique qui se demande comment les travailleurs sociaux se sentent vis-à-vis de ces questions-là nous a permis de nuancer l'impact émotionnel que peuvent avoir nos résultats sur notre volonté de continuer à travailler dans ce domaine.

Nous nous sommes volontairement entretenus avec des acteurs occupant une place différente dans la hiérarchie du système social genevois. Cela nous a permis de comprendre que les enjeux éthiques liés à ce domaine ne touchaient pas équitablement les travailleurs en fonction de leurs places sur l'échelle sociale. Ce qui démontre encore une fois que tout est encore intrinsèquement lié à des rapports de classe et que l'on répond à des problématiques de façons différentes en fonction de nos intérêts. C'est ce qui explique que nous nous soyons beaucoup plus concentrés sur les dires des travailleurs sociaux de terrain, car tous les enjeux liés à leur pratique étaient similaires aux nôtres.

Nous avons été grandement rassurés quand nous nous sommes rendu compte qu'ils émettaient les mêmes critiques que nous face aux valeurs bourgeoises. Même s'il n'a pas été question de se concentrer sur une critique descriptive du système capitaliste comme peut le faire Marx dans sa trilogie du *Capital* (2008). Ébranler les valeurs bourgeoises qui sont le

socle sur lequel s'appuie la Bourgeoisie est un travail tout aussi important. Car c'est ces valeurs-là que nous devons incarner et transmettre à nos bénéficiaires pour justifier nos subventions (si l'on croit notre analyse théorique). La façon dont ces travailleurs sociaux conscientisent et refusent donc d'incarner ces valeurs dans leur pratique (surtout la valeur travail) constitue déjà un embryon de révolte, et par conséquent, un embryon de sens à notre pratique (bien sûr, selon nos standards).

Ce qui a vraiment été important pour nous de mettre en avant dans ce travail, c'est les enjeux éthiques et la façon de les incarner des travailleurs sociaux. Leur façon de donner du sens à leur travail est de s'insérer dans tous les espaces de luttes. Profiter du fait que ce soit nous, malgré tout, qui sommes en contact privilégié avec la population et pas les dirigeants. Certes, il n'est pas question de rêver du "Grand soir" et de tout l'imaginaire qu'il contient. Mais de conscientiser en tant que personne, notre rôle, et de tout faire pour le détourner et donner des clefs d'émancipation réelles aux personnes que nous côtoyons dans notre quotidien.

Apport pour le travail social :

Nous tenons d'abord à sensibiliser les lecteurs sur le caractère incomplet de ce travail. Les champs théoriques que nous avons tenté de couvrir sont très vastes et nous sommes tout à fait conscients qu'il est impossible pour nous d'être exhaustif. C'est pour cela que nous sommes clairs vis-à-vis du fait que notre travail ne donne pas de réponse complète à cette problématique qui secoue le social depuis bien longtemps. Cependant, elle n'est pas dénuée d'intérêt non plus, nous préférons ainsi nommer quelles pistes de compréhensions notre réflexion apporte au travail social.

Premièrement, nous pensons que notre analyse théorique peut représenter une introduction à l'histoire du travail social et à différents auteurs qui ont pensé la fonction de celui-ci. Nous avons mis un point d'honneur à citer que des auteurs ayant une réputation sérieuse et étant expert des domaines sur lesquelles ils écrivent.

Le travail que nous avons fait de tenter de conscientiser notre fonction dans un système complexe, même si il est sûrement incomplet, permet au moins d'apporter des clefs de compréhension sur notre rôle dans cette société. Même si le lecteur est d'accord avec celle-ci ou non, cela aura au moins le mérite de l'avoir fait réfléchir.

Nous avons aussi tenté d’imager clairement le rapport de force qui existe au sein de nos sociétés, qui est selon nous au centre des questions sociales, depuis que l’être humain a décidé de vivre dans des systèmes basés sur l’exploitation. Cela se matérialise concrètement dans le fait de comprendre que ceux qui nous financent, que ce soit les politiciens ou les philanthropes, n’ont pas les mêmes intérêts que nous. Cela pourrait permettre à certains d’arrêter de perdre de l’énergie à demander des changements de paradigmes aux financeurs, et de se concentrer sur des solutions qui viennent du “bas”. Sans oublier que nous espérons que cela motivera les lecteurs à faire corps pour se protéger vis-à-vis du travail "de sappe" des politiques sociales qu’opèrent les volontés néo-libérales depuis un certain temps.

Nous espérons aussi, et surtout, que cela redonnera, ne serait-ce qu’une esquisse de sens aux lecteurs qui se posent les mêmes questions que nous. Qu’il est possible d’être travailleur social et d’avoir un positionnement politique fort, sans être en conflit d’intérêts.

Dernièrement, même si nous ne l’avons pas notifié clairement dans ce travail, nous sommes assez critiques face aux cours de l’HETS. Selon nous, la direction a clairement la volonté d’aller dans le “sens du courant” (nous ne lui en voulons pas complètement, car il est aussi question de toucher des subventions pour survivre) ce qui dénature la formation. Loin de nous l’idée de créer une école de militant, cependant, nous pensons qu’il est impossible de former un bon travailleur social sans une meilleure formation politique. Hormis quelques professeurs qui sont excellents sur ces questions-là, nous trouvons que la dimension politique ne prend pas assez de place dans le cursus, ce qui ne rendra pas service au travail social dans quelques années.

Ce que ce texte nous a apporté :

Même si nous avons beaucoup transpiré pour produire cette réflexion, nous ne sommes pas mécontents de ce que cela nous a apporté. Nous souffrions les deux de cette perte de sens dans notre pratique, raison pour laquelle, cela coulait de source que nous nous unissions autour de cette problématique. Pour être honnêtes, plus nous plongeons dans l’aspect théorique, plus nous songions à arrêter le social, une fois notre formation terminée. Mais ce sont surtout les entretiens qui nous ont fait retrouver du sens à la pratique. Voir que ces professionnels, pour certains, souffraient des mêmes conflits éthiques que nous et arrivaient à faire avec et à y trouver du sens, nous a rassurés.

De plus, se concentrer exclusivement sur ces questions, nous a permis de mettre des mots et un raisonnement que nous trouvons solide sur des intuitions. Nous nous sentons plus armés. Paradoxalement, même si nous avons dépeint une réalité froide du travail social, faire ce travail nous a confortés dans l'idée que cet outil a du sens dans notre société.

Même si pour nous deux, des obligations civiles vont nous pousser à quitter le travail social un petit moment après notre diplôme, nous pensons désormais que cela a du sens d'y revenir.

Limites de cette réflexion :

Comme nous l'avons dit auparavant, nous sommes conscients du caractère incomplet de cette réflexion, tant le sujet est large et complexe. Nous avons essayé au mieux avec nos compétences intellectuelles, notre temps (nous avons les deux des emplois en dehors de nos études qui nous en consomment beaucoup) et les outils en notre possession de rendre un travail le plus complet et solide possible.

Notre lecture politique du monde a clairement influencé nos recherches et nous sommes donc conscients que les sources que nous avons utilisées reflètent un avis subjectif sur la réalité sociale. Même si nous nous sommes efforcés d'être le moins orientés possible, nous restons avant tout des êtres humains.

Plus concrètement, même si nous avons critiqué amplement les régimes capitalistes et leurs façons d'utiliser le social, les régimes communistes n'ont pas été très sages non plus. Même s'ils n'ont jamais représenté dans les faits, selon nous, des régimes complètement marxistes, leur traitement des marginaux n'est pas tout rose. Déjà, nous avons pu voir que l'égalité des rapports socio-économiques n'ont pas éradiqué toutes les problématiques sociales, et les troubles psychiques, de toxicodépendances, le handicap et les personnes qui se marginalisaient étaient aussi des phénomènes courants. De plus, le traitement étatique de ces personnes était tout aussi froid et calculé que dans les régimes capitalistes (asiles, hôpitaux et goulags pour les moins chanceux).

Même si nous restons très critiques vis-à-vis du traitement de la pauvreté et de la marginalité dans les régimes capitalistes, nous restons tout à fait persuadés que de penser régler toutes ces problématiques par le simple fait d'égaliser les rapports socio-économiques, même si cela semble être un excellent début de réponse, ne représente pas une finalité.

C'est pour cela que nous pensons que l'outil social, dans ses valeurs, serait utile dans n'importe quel système. Nous rendons bien attentif au fait que nous ne l'avons pas critiqué dans son absolu, mais dans son utilisation.

Nous nous sommes aussi concentrés sur une forme de capitalisme, celui qui opère en Suisse. Les capitalismes européens, de par leurs histoires, accordent tout de même plus d'importance aux États-providence que ceux sous influence anglo-saxonne. Notre critique aurait été sûrement différente si nous avions questionné le rôle du travail social aux USA ou au Danemark. Aussi, même si nous avons longuement critiqué la volonté "d'acheter la paix sociale", propre aux États-providence, il est évident pour nous d'affirmer que nous préférons tout de même vivre en Suisse ou au Danemark qu'au Chili par exemple.

Ensuite, nous avons émis l'hypothèse que le travail social dans son utilisation actuelle était un frein aux révoltes populaires. Mais il y a énormément de pays où il n'y a aucun système social et il n'est même pas question d'une ombre de révolution ou de changement politique. Dans la plupart des cas, cela amène juste de la misère et de la criminalité. Ce qui nous fait nous dire que les enjeux se retrouvent peut-être plus dans une éducation politique globale.

Le choix de nos entretiens est aussi sûrement orienté. Nous n'aurions pas eu les mêmes résultats, si nous avions interviewé des personnes moins en désaccord avec le système, moins militantes. Nous sommes aussi tout à fait conscients du caractère "orientant" de nos questions.

Dernièrement, même si nous nous sommes efforcés à critiquer longuement les valeurs bourgeoises, nous sommes conscients qu'il ne faut pas tout rejeter en bloc. Nous ne sommes, par exemple, pas complètement contre les ateliers protégés. Notre travail a surtout été de remettre en cause les raisons pour lesquelles ces valeurs sont mises en avant et leurs dérives.

Pistes d'ouvertures :

Cependant, de notre thèse et de ses limites naissent plein de façons d'ouvrir notre réflexion et de l'approfondir, ce dont nous nous réjouissons. Il serait intéressant de se demander, par conséquent, comment utiliser l'outil social d'une manière plus pertinente, pour mener à bout les missions qu'il s'est fixées ?

Aussi, vu que la théorie marxiste pense qu'une grande partie des problèmes du monde sont liés aux capitalismes, il est intéressant de se demander quel est le traitement idéologique des marginaux. En effet, s'il est acté que dans un système capitaliste, la marginalité et les problématiques liées à la pauvreté sont engendrées par les inégalités socio-économiques, alors comment, sous un régime communiste (où sur le papier, ces problèmes sont censés être réglés), identifie-t-on les causes de la toxicomanie, les troubles psychiques, etc.?

De plus, nous nous sommes efforcés dans ce texte de prouver que le système social était aussi un frein aux révoltes populaires. Cependant, nous nous sommes rendu compte que dans beaucoup de pays sans système social, il n'y avait pas une once de révolte sociale à l'horizon, seulement de la criminalité. Cela nous questionne donc sur les conditions objectives du soulèvement populaire. Il serait intéressant de creuser cette thématique, notamment chez le "que faire" de Lénine ou le "guerre de guérilla" de Ernesto Che Guevara.

Dernièrement, il serait pertinent de faire une étude comparative de l'état social de plusieurs pays ayant une politique sociale différente, pour ainsi y expérimenter nos théories.

Liste de référence

- Galbois, E. (2011, December). *La pauvreté en Grèce ancienne. Formes, représentations, enjeux*. In Scripta Antiqua 57. Ausonius, Bordeaux.
- *la Sainte Bible* (2007). La société biblique de Genève
- Jovelin, E. (2009). *Histoire du travail social en Europe*. Diversité, 158.
- Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale: une chronique du salariat*. Fayard, p.72
- Foucault, M. (1976). *Histoire de la folie à l'âge classique*. Gallimard.
- Encyclical, P. (1891). *Rerum novarum*. Quadragesimo anno.
- Gilliland, P., & Rossini, S. (1997). *La protection sociale en Suisse: recettes et dépenses, 1948-1997: comparaisons avec les pays de l'Union Européenne*. Editions réalités sociales, 16.
- Siegenthaler, H. (1997). *Wissenschaft und Wohlfahrt*. Moderne Wissenschaft und ihre Träger in der Formation des schweizerischen Wohlfahrtsstaates während der zweiten Hälfte des, 19.

- Beck, F. G., Legleye, S., Maillochon, F., & De Peretti, G. (2008). *Le rôle du milieu social dans les usages de substances psychoactives des hommes et des femmes*. Insee, 80.
- Muniglia*, V., & Rothé**, C. (2013). *Parcours de marginalisation de jeunes en rupture chronique: l'importance des autres significatifs dans le recours à l'aide sociale*. Revue française des affaires sociales, (1), 80-81.
- Demailly, L. (2008). 12 – Inégalités sociales et malheur psychique. Dans : Christophe Niewiadomski éd., *Lutter contre les inégalités sociales de santé: Politiques publiques et pratiques professionnelles* (pp. 223-237). Rennes: Presses de l'EHESP. <https://doi.org/10.3917/ehesp.niewe.2008.01.0223>
- Pucheu, Juillard, Tréanton, Domenach, Donzelot, Foucault, Meyer, Thibaud, Virilo (1972). *Table ronde : Réclusion et Capitalisme. Pourquoi le travail social*, Revue Esprit, 4-5.
- Ribeill, G. (1975). Marx/Bakounine: socialisme autoritaire ou libertaire. *Paris, 1018*, p.19
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et Punir*. Gallimard. P. 29-30

Bibliographie & Annexes

- Passeron, J. C., & Bourdieu, P. (1970). La reproduction. *Eléments pour*.
- BOUCHER Manuel, *Où va le travail social ? Contrôle, activation et émancipation*. Champ social, « Métiers et formations », 2022, ISBN : 9791034607508. URL : <https://www.cairn.info/ou-va-le-travail-social--9791034607508.htm>
- Marx, K (2008). *Le Capital*. Gallimard.

Grille d'entretien

- Pouvez-vous présenter votre parcours professionnel ?
- Quelles ont été vos motivations premières qui vous ont poussé à travailler dans le domaine social ?
- La fondation dans laquelle vous travaillez est-elle uniquement financée par des fonds publics ?
- Qu'est-ce que vous faites au quotidien ? Quelles sont vos tâches ?
- Votre poste est-il en adéquation avec vos valeurs personnelles ?
- Quelle est votre position vis-à-vis des décisions politiques qui touchent au domaine du social ?
- Selon vous, une bonne socialisation passe-t-elle par le travail ?
- Selon vous, les ateliers protégés souffrent-ils des mêmes problématiques que dans le marché primaire ?
- Quelle place aurait le travail social dans une société idéale ?
- Quel est votre avis sur cette affirmation : "Le système social est la soupape de l'économie libérale."

Grille d'analyse

	Isaïa	Boris	Estelle	Mr.Dubois	Mr. Meyer
Travail comme outil de contrôle					
Enjeux éthiques					
Insertion par le travail					
Relation vis-à- vis de la direction et des institutions /des subordonnés					
Avis sur le système économique					

Travail social dans un monde parfait					
Avis sur la gestion politique du système social					